



Procédure douanière

1^{er} février 2026

Description des processus pour les procédures simplifiées applicables aux expéditeurs et destinataires agréés

Expéditeurs et destinataires agréés (avec Passar 2.0)

Définitions et abréviations	5
Termes selon e-dec/NCTS versus Passar	6
1 But et contenu	7
2 Dispositions générales	7
2.1 Niveau local compétent	7
2.2 Titulaire de l'autorisation (Da ou Ea)	7
2.3 Lieux agréés	7
2.4 Opérateurs supplémentaires	7
2.4.1 Responsables de la déclaration en douane / déclaration des marchandises ...	7
2.4.2 Déclarations en douane établies par des tiers dans le système informatique e-dec (processus Da standard uniquement)	8
2.4.3 Personne responsable au lieu agréé	8
2.4.4 Office de service compétent	9
3 Obligations et responsabilité de l'EDa	10
3.1 Organisation de l'exploitation de l'EDa	10
3.2 Traçabilité du cheminement de l'envoi (fil rouge)	10
3.3 Obligations relatives aux collaborateurs	10
3.4 Octroi du droit d'accès	10
3.5 Obligation de collaborer	10
3.6 Règlement d'entreposage	11
3.7 Responsabilité générale	11
3.8 Marchandises sans propriétaire (Marchandises excédentaires)	11
4 Vue d'ensemble des processus avec Passar 2.0	12
4.1 Annonce d'arrivée par le destinataire agréé	12
4.2 Déclaration des marchandises à l'importation par le destinataire agréé	14
4.3 Déclaration des marchandises à l'exportation par l'expéditeur agréé	16
4.4 Déclaration des marchandises en transit par l'expéditeur agréé	18
5 Dispositions de procédure	20
5.1 Procédure Da	20
5.1.1 Procédure d'importation avec déclaration en douane / déclaration des marchandises électronique	21
5.1.1.1 Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import	21
5.1.1.1.1 Processus standard	21
5.1.1.1.2 Trafic régulier à horaire fixe	22
5.1.1.1.3 Processus avec déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import	23
5.1.1.2 Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar	24
5.1.1.2.1 Processus standard	24
5.1.1.2.2 Processus avec déclaration des marchandises dans le système informatique Passar	25
5.1.1.3 Description du régime d'importation	26
5.1.2 Procédure d'importation avec déclaration en douane non électronique	35
5.2 Procédure Ea	36
5.2.1 Procédure d'exportation avec déclaration en douane / déclaration des marchandises électronique	36
5.2.1.1 Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Export	36
5.2.1.2 Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar	40
5.2.2 Procédure d'exportation avec déclaration en douane non électronique	42
5.2.3 Régime du transit	43
5.2.3.1 Régime du transit avec déclaration des marchandises électronique	43
5.2.3.1.1 Transit sous le régime de transit international (régime de transit commun [TC])	43

Description des processus EDa Passar 2.0

5.2.3.1.2	Transit sous le régime de transit national	47
5.2.3.2	Régime du transit sans déclaration en douane électronique (carnet TIR / carnet ATA).....	49
5.2.3.3	Divers	50
5.2.3.3.1	Réexpédition en transit avec déclaration des marchandises électronique	50
5.2.3.3.2	Scelllements.....	50
5.2.3.3.2.1	Obligation d'apposer un scellement.....	50
5.2.3.3.2.2	Renonciation au scellement	51
5.2.3.3.3	Transport mixte	51
5.3	Autres dispositions pour les procédures Da et Ea.....	51
5.3.1	Demande exceptionnelle de libération des marchandises en dehors des heures d'ouverture du niveau local compétent	51
5.3.2	Procédure en cas de panne des systèmes informatiques.....	52
6	Présentation des documents	52
6.1	Présentation de la déclaration en douane / déclaration des marchandises et des documents d'accompagnement nécessaires	52
6.2	Présentation des documents de transit.....	52
6.3	Restitution des documents.....	53
6.4	Nouvelle présentation d'une déclaration en douane / déclaration des marchandises refusée	53
7	Particularités	53
7.1	Procédure Da	53
7.1.1	Mesures particulières en rapport avec les actes législatifs autres que douaniers de la Confédération	53
7.1.2	Déclaration en douane simplifiée pour petits envois.....	55
7.1.3	Déclaration en douane pour personnes payant en espèces (uniquement dans e-dec Import).....	55
7.2	Procédure Ea.....	55
7.2.1	Marchandises soumises à un permis d'exportation	55
7.2.1.1	Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Export.....	55
7.2.1.2	Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar.....	55
7.2.2	Mesures particulières en rapport avec les actes législatifs autres que douaniers de la Confédération	55
7.2.3	Déclaration en douane simplifiée pour petits envois.....	55
7.2.4	Certificats de circulation des marchandises (CCM)	56
8	Données et documents.....	56
8.1	Système d'archivage	56
8.2	Conservation et stockage électronique des données	56
9	Horaires et délais	57
9.1	Horaires pour les opérations relevant du processus de placement sous régime douanier	57
9.2	Délais	59
10	Contrôles	61
Annexe I : plan des locaux et de l'infrastructure (zone EDa au lieu agréé)		62
Annexe II : trafic ferroviaire (formulaire 87.90)		62
Annexe III : modèle de relevé de l'inventaire		62
Annexe IV : déclaration en douane / déclaration des marchandises simplifiée pour petits envois		62
1	Destinataire agréé	62
1.1	Forme de la déclaration en douane d'importation et de la déclaration des marchandises à l'importation.....	62

Description des processus EDa Passar 2.0

1.1.1	Déclaration en douane d'importation simplifiée au moyen d'un autocollant / d'un timbre.....	62
1.1.2	Déclaration en douane d'importation simplifiée par déclaration en douane collective.....	63
1.1.3	Déclaration en douane d'importation simplifiée avec le système informatique e-dec easy (NT 9898.9898).....	64
1.1.4	Déclaration simplifiée des marchandises à l'exportation au moyen du système informatique Passar importation	65
1.1.5	Système informatique e-dec Import ou Passar importation	65
1.2	Obligation de conservation	66
1.3	Délais d'intervention.....	66
2	Expéditeur agréé.....	67
2.1	Forme de la déclaration en douane d'exportation et de la déclaration des marchandises à l'exportation.....	67
2.1.1	Déclaration en douane d'exportation simplifiée / déclaration des marchandises à l'exportation simplifiée par déclaration concluante.....	68
2.1.2	Déclaration en douane d'exportation simplifiée avec le système informatique e-dec Export (9999.9999)	68
2.1.3	Déclaration simplifiée des marchandises à l'exportation avec le système informatique Passar exportation.....	69
2.1.4	Système informatique e-dec Export ou Passar exportation	69
2.2	Obligation de conservation	69
Annexe V : marche à suivre pour les marchandises soumises au contrôle des métaux précieux		70
Annexe VI : procédure pour les envois soumis à la régle des sels et assujettis au permis		71
Modifications.....		72

Définitions et abréviations

Terme	Signification
Autorisation	Autorisation délivrée par l'OFDF au Da ou à l'Ea
AWB	La lettre de transport aérien (<i>air way bill</i>) est la lettre de voiture dans le transport aérien.
Chartera Input	Application pour Passar servant à transmettre par voie électronique à l'OFDF les documents d'accompagnement des déclarations des marchandises et les documents relatifs à des demandes.
Da	Destinataire agréé
DDE	Déclaration en douane d'exportation dans le système informatique e-dec
DDI	Déclaration en douane d'importation dans le système informatique e-dec
Déclaration des marchandises (DM)	La déclaration des marchandises (DM importation, DM exportation et DM transit) est le nouveau terme utilisé pour la déclaration en douane. Le terme « déclaration des marchandises » est employé dans le cadre du système informatique Passar et de la future législation douanière (LE-OFDF). Lorsque les déclarations sont faites au moyen du système informatique e-dec, on continue d'utiliser le terme « déclaration en douane ».
EA	Exportateur agréé, c'est-à-dire exportateur autorisé à établir des preuves d'origine en procédure simplifiée.
Ea	Expéditeur agréé
E-Begleitdokument	Application pour le système informatique e-dec servant à transmettre par voie électronique à l'OFDF les documents d'accompagnement des déclarations en douane et les documents relatifs à des demandes.
E-Com	Module du système informatique e-dec permettant au déclarant et à l'OFDF de communiquer par voie électronique (par ex. en cas de contestations ou de demandes du déclarant).
EDa	Expéditeur et destinataire agréé
e-dec easy	Déclaration en douane électronique simplifiée de l'OFDF pour les petits envois
EDO	Entrepôt douanier ouvert (régime de l'entrepôt douanier)
Exploitant de l'infrastructure	Entreprise qui réceptionne des marchandises non dédouanées en un lieu agréé sur mandat d'un Da. L'exploitant de l'infrastructure ne possède pas lui-même le statut de Da.
Heures d'exploitation du niveau local de contrôle	Périodes pendant lesquelles les délais d'intervention courent, des contrôles douaniers peuvent être ordonnés et des libérations de marchandises peuvent avoir lieu (ne concerne pas les déclarations des marchandises avec Passar).
Lieu agréé	Lieu désigné par l'administration des douanes et consigné dans le rapport de réception, auquel un Da peut conduire les marchandises à réceptionner ou un Ea doit conduire les marchandises soumises à la vérification.
LT	Ligne tarifaire
Marchandises sous douane	Lorsque des marchandises sont introduites sur le territoire douanier, elles prennent le statut « sous douane » et le conservent jusqu'à la fin de la procédure de taxation douanière ou jusqu'à ce qu'elles soient exportées ou détruites.
OFDF	Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières Office responsable du bon déroulement de la procédure douanière (voir niveau local compétent)
Passar	Système de gestion du trafic des marchandises de l'OFDF utilisé pour le traitement numérique des régimes douaniers ou des destinations des marchandises. Sauf précision contraire, le terme Passar inclut, au sens large, les systèmes périphériques tels que Transportcockpit, Risiko, Inspecziun, ou Garanzia.
Rapport de réception	Document spécifique à l'entreprise, établi pour chaque titulaire d'autorisation, indiquant les lieux agréés, les processus appliqués et les responsabilités.
TINTCRTN	Trader Identification Number Transit commun, convention UE-AELE (RS 0.631.242.04)

Description des processus EDa Passar 2.0

Titulaire du régime	Personne physique ou morale qui, le cas échéant par l'intermédiaire d'un représentant habilité, place des marchandises sous le régime du TC et assume de ce fait la responsabilité du bon déroulement de l'opération de transit par rapport aux autorités compétentes. Elle doit fournir une garantie. Sous le régime du transit commun, l'Ea est responsable en tant que titulaire du régime.
Transitaire	Personne physique ou morale qui établit la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises
OSC	Office de service compétent
NLC	Niveau local compétent

Termes selon e-dec/NCTS versus Passar

Terme selon e-dec/NCTS (ancien)	Terme selon Passar (nouveau)
Autorisation de déchargement	Demande d'inventaire
Déclaration en douane	Déclaration des marchandises
Résultat de la sélection (bloqué)	Décision de contrôle (avec contrôle)
Résultat de la sélection (libre)	Libération des marchandises (pas de contrôle)
Résultat du contrôle	Résultat de l'inventaire
Sélection d'une déclaration en douane (La déclaration en douane devient juridiquement contraignante)	Activation d'une déclaration des marchandises (La déclaration des marchandises devient juridiquement contraignante)
Vérification	Contrôle (formel ou physique)

Voir aussi Glossaire des nouveaux termes techniques concernant le processus relatif aux marchandises et au transport

Description des processus EDa Passar 2.0

1 But et contenu

La présente description expose les processus et dispositions de procédure de validité générale des procédures Da et Ea.

La description des processus est publiée sur Internet. L'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) informe les titulaires d'autorisation des éventuelles modifications.

Un rapport de réception est en outre établi pour chaque titulaire d'autorisation ; les lieux agréés, les processus appliqués et les responsabilités y sont consignés. Le rapport de réception fait partie intégrante de l'autorisation d'exploitation.

2 Dispositions générales

2.1 Niveau local compétent

Le niveau local compétent (NLC) est le niveau local désigné dans l'autorisation EDa pour le traitement de la procédure.

Voir chiffre 2.1 du rapport de réception.

Voir aussi [chiffre 2.4.4 Office de service compétent](#)

2.2 Titulaire de l'autorisation (Da ou Ea)

Voir chiffre 2.2 du rapport de réception.

2.3 Lieux agréés

([Art. 102 de l'ordonnance sur les douanes](#))

Les lieux agréés sont consignés dans le rapport de réception (chiffre 4).

Dans le cadre du premier agrément d'un lieu agréé, l'OFDF vérifie si les exigences en matière d'infrastructure sont remplies et si les contrôles sont possibles moyennant une charge administrative proportionnée.

Le délai d'enregistrement de lieux agréés se monte :

- à cinq jours ouvrables pour les lieux déjà agréés ;
- au temps nécessaire en cas de premier agrément.

2.4 Opérateurs supplémentaires

2.4.1 Responsables de la déclaration en douane / déclaration des marchandises

([Art. 10 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes](#))

L'EDa est responsable de l'enregistrement correct et de la gestion des déclarants dans la Gestion des clients de la douane pour le système informatique e-dec. Les mutations doivent être effectuées immédiatement par l'EDa dans la Gestion des clients de la douane. La procédure requise est décrite dans le manuel correspondant.

L'EDa est responsable de l'enregistrement correct sur l'ePortal pour le système informatique Passar. Il peut prendre contact avec l'OFDF pour toute question relative à l'ePortal (onboarding@bazg.admin.ch).

2.4.2 Déclarations en douane établies par des tiers dans le système informatique e-dec (processus Da standard uniquement)

Le Da peut habiliter de façon autonome des entreprises à présenter une déclaration en douane en leur propre nom pour les marchandises conduites dans son lieu agréé. Le Da règle les détails directement avec les entreprises concernées.

Pour les tiers qui présentent une déclaration en douane en leur propre nom :

1. Le déclarant transmet la déclaration en douane au niveau local compétent du Da :
 - Rubrique « Lieu de taxation » = domicile
 - Rubrique « Destinataire agréé » = UID Da
 - Rubrique « Code LA » = LA Code Da
 - Rubrique « Document précédent » = numéro d'annonce Da
2. Une éventuelle décision relative à la vérification est envoyée directement au déclarant. Ce dernier informe le Da. Le déclarant remet les documents d'accompagnement au Da ou les envoie au niveau local compétent.
3. Le Da est responsable de l'exécution de la vérification. Il doit également veiller à ce que les marchandises ne soient pas enlevées prématurément.
4. Le niveau local compétent demande les éventuels dossiers directement au déclarant pour un contrôle a posteriori.

Les dispositions du [chiffre 5.1.2](#) sont applicables aux déclarations en douane non électroniques.

Le Da porte la responsabilité du bon déroulement de la procédure. Il est tenu de garantir que les interfaces entre le déclarant, lui-même et le niveau local compétent fonctionnent.

2.4.3 Personne responsable au lieu agréé

Dans chaque lieu agréé, l'EDa doit désigner une personne responsable¹ qui apporte son concours en cas de contrôle / vérification et qui assure une communication correcte et professionnelle entre l'OFDF au lieu agréé et l'EDa (par ex. lorsque des irrégularités sont constatées sur place dans le cadre d'un contrôle ou d'une vérification).

¹ La personne responsable peut être un collaborateur du titulaire de l'autorisation ou d'une autre entreprise.

Description des processus EDa Passar 2.0

2.4.4 Office de service compétent

L'office de service compétent est responsable d'un lieu agréé. L'office de service compétent pour un lieu agréé peut également être simultanément un niveau local compétent pour le EDa conformément au chiffre 2.1.

L'office de service compétent est chargé des tâches suivantes :

- accompagner la première admission d'un lieu agréé ;
- contrôler le respect des processus (par ex. inventaire) dans le lieu agréé correspondant, et
- effectuer des contrôles dans le cadre de la procédure douanière dans le lieu agréé correspondant sur la base de l'évaluation des risques de l'OFDF ou sur mandat du niveau local compétent.

En cas de contrôle éventuel, l'EDa s'annonce :

- en cas de déclarations dans le système informatique Passar, auprès de l'office de service compétent du lieu agréé selon le rapport de réception, ou
- en cas de déclarations en dehors de Passar (système informatique e-dec ou déclaration en douane non électronique), auprès du niveau local compétent.

3 Obligations et responsabilité de l'EDa

([Art. 103, al. 1, let. d, de l'ordonnance sur les douanes](#))

3.1 Organisation de l'exploitation de l'EDa

L'EDa assume la responsabilité de l'ensemble du processus de placement sous régime douanier. Il doit veiller à ce que les autres partenaires de la douane intervenant éventuellement dans la procédure (par ex. déclarant, transporteur, personnel de l'entrepôt, exploitant de l'infrastructure) assument les tâches qui leur sont attribuées et les exécutent conformément aux dispositions de la législation douanière.

L'EDa décrit la totalité des processus en relation avec le placement sous régime douanier. Tout changement apporté aux processus doit être annoncé à l'OFDF avant d'être mis en œuvre.

3.2 Traçabilité du cheminement de l'envoi (fil rouge)

L'EDa doit organiser son administration et son exploitation de façon que le cheminement d'un envoi et le statut douanier des marchandises puissent en tout temps être vérifiés dans leur intégralité.

Le Da doit garantir la traçabilité du cheminement de l'envoi à l'aide d'un numéro d'annonce Da définis. La structure du numéro d'annonce Da sont consignées dans le rapport de réception (chiffre 5.1). Le Da indique dans les documents douaniers correspondants le numéro défini en tant que fil rouge.

Le Da s'assure que le numéro d'annonce Da correct soit indiqué dans l'annonce d'arrivée (champ « Numéro de référence Da » et dans tout document douanier ultérieur (champ « Document précédent ». Cette obligation s'applique également aux autres partenaires de la douane lorsque ceux-ci assument des activités externalisées (par ex. transitaires).

3.3 Obligations relatives aux collaborateurs

L'EDa doit s'assurer que toutes les personnes participant au processus de placement sous régime douanier soient formées conformément à leur activité et connaissent les obligations qui y sont liées. Ce devoir s'applique également aux activités déléguées à d'autres partenaires de la douane (par ex. transport des marchandises, plus particulièrement conduite en douane, par des entreprises de transport).

3.4 Octroi du droit d'accès

([Art. 31 de la loi sur les douanes](#))

L'EDa s'assure qu'un droit d'accès illimité est octroyé à l'OFDF. Ce droit d'accès est aussi valable en cas de contrôles non annoncés.

3.5 Obligation de collaborer

([Art. 35 et 36 de la loi sur les douanes](#), [art. 20 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes](#))

L'OFDF peut exiger d'autres documents concernant la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises.

En cas de contrôle, l'EDa doit collaborer conformément aux instructions données par l'OFDF et faire parvenir à l'OFDF, sur demande de celui-ci, les documents d'accompagnement permettant la préparation d'un contrôle ou d'une vérification (par ex. par courriel, par le système E-Begleitdokument, Charter Input ou au guichet).

La personne chargée d'établir, de corriger ou de compléter les déclarations en douane ou les déclarations des marchandises doit disposer des aptitudes requises et des moyens techniques nécessaires à l'établissement et à la rectification de ces déclarations.

3.6 Règlement d'entreposage

La personne responsable au lieu agréé doit entreposer les marchandises non dédouanées aux emplacements autorisés définis.

Un Da est en tout temps en mesure d'indiquer la localisation des marchandises non dédouanées acheminées dans le territoire douanier ainsi que leur statut douanier. Les marchandises non dédouanées ne doivent pas être modifiées.

Un Ea est en tout temps en mesure d'indiquer la localisation des marchandises devant être acheminées hors du territoire douanier ainsi que leur statut douanier. Les marchandises qui ont été placées sous le régime de l'exportation ou qui se trouvent sous le régime du transit ne doivent pas être modifiées.

3.7 Responsabilité générale

([Art. 70 de la loi sur les douanes](#), [convention TC](#))

Le Da répond du paiement des redevances dès l'instant où il prend en charge la déclaration des marchandises en transit et la marchandise (annonce d'arrivée) jusqu'au moment où la marchandise est libérée par l'OFDF, cela au même titre que le titulaire du régime durant l'opération de transit qui précède.

L'Ea répond des engagements généraux résultant de la procédure Ea.

La responsabilité de l'Ea dans le régime du transit découle des dispositions de procédure correspondantes.

Dans le régime de transit commun, l'Ea répond en tant que titulaire du régime du paiement des droits de douane et des autres redevances qui sont dus dans les États touchés par l'opération de transit à partir du placement de la marchandise sous le régime du transit au niveau local de départ jusqu'à l'apurement du régime du transit par le niveau local de destination. La garantie globale (ou la dispense de garantie) que l'Ea a été autorisé à utiliser pour l'opération de transit vaut pour tous les engagements découlant de ce régime. L'Ea ne peut utiliser que sa **propre** garantie globale pour l'ensemble de l'opération de transit.

3.8 Marchandises sans propriétaire (Marchandises excédentaires)

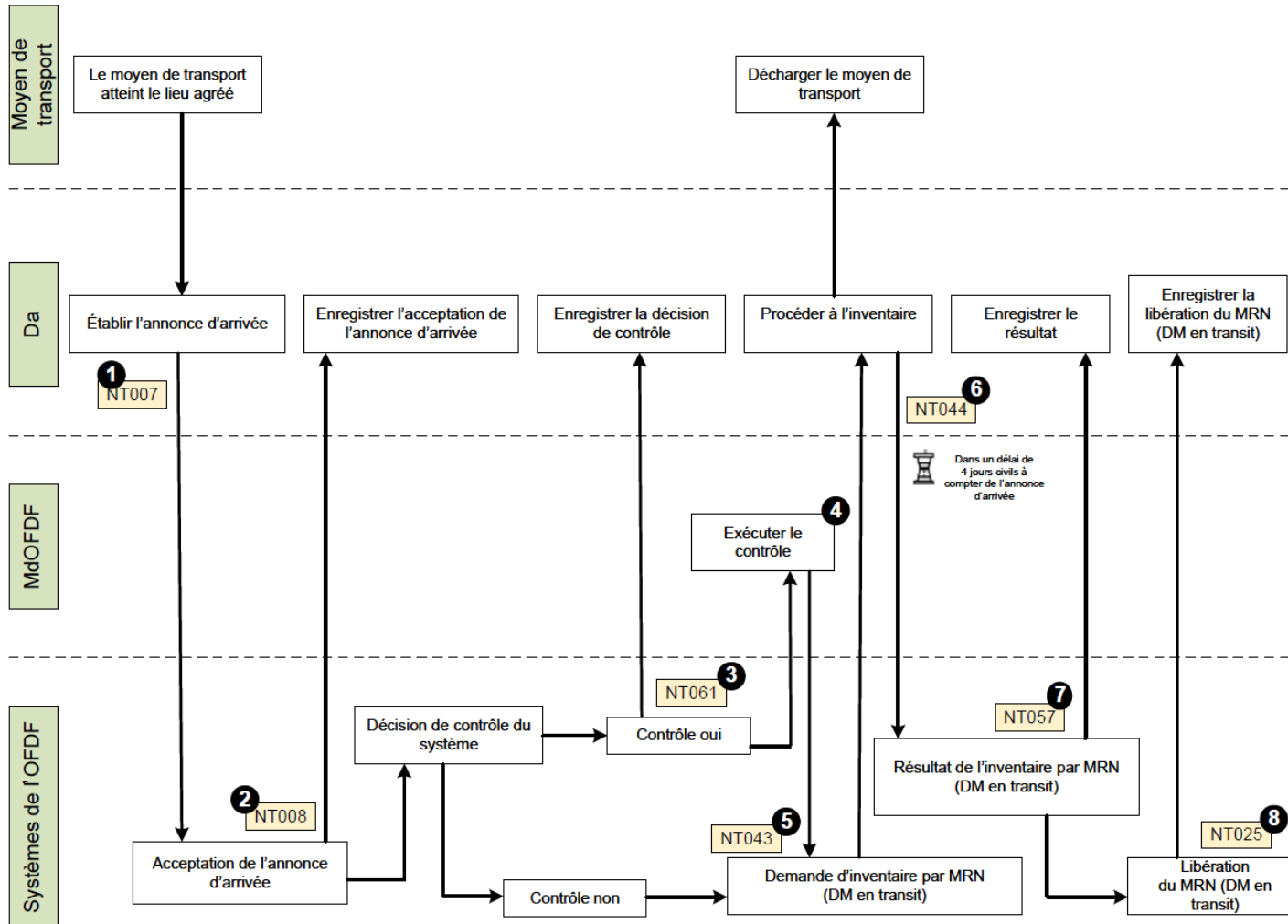
([Art. 111 de l'ordonnance sur les douanes](#))

Le Da est responsable du contrôle des marchandises surnuméraires et des marchandises sans propriétaire ainsi que de l'observation des prescriptions de taxation pour de telles marchandises.

La procédure est décrite au [chiffre 5.1.1.3](#), points 3 et 8.

4 Vue d'ensemble des processus avec Passar 2.0

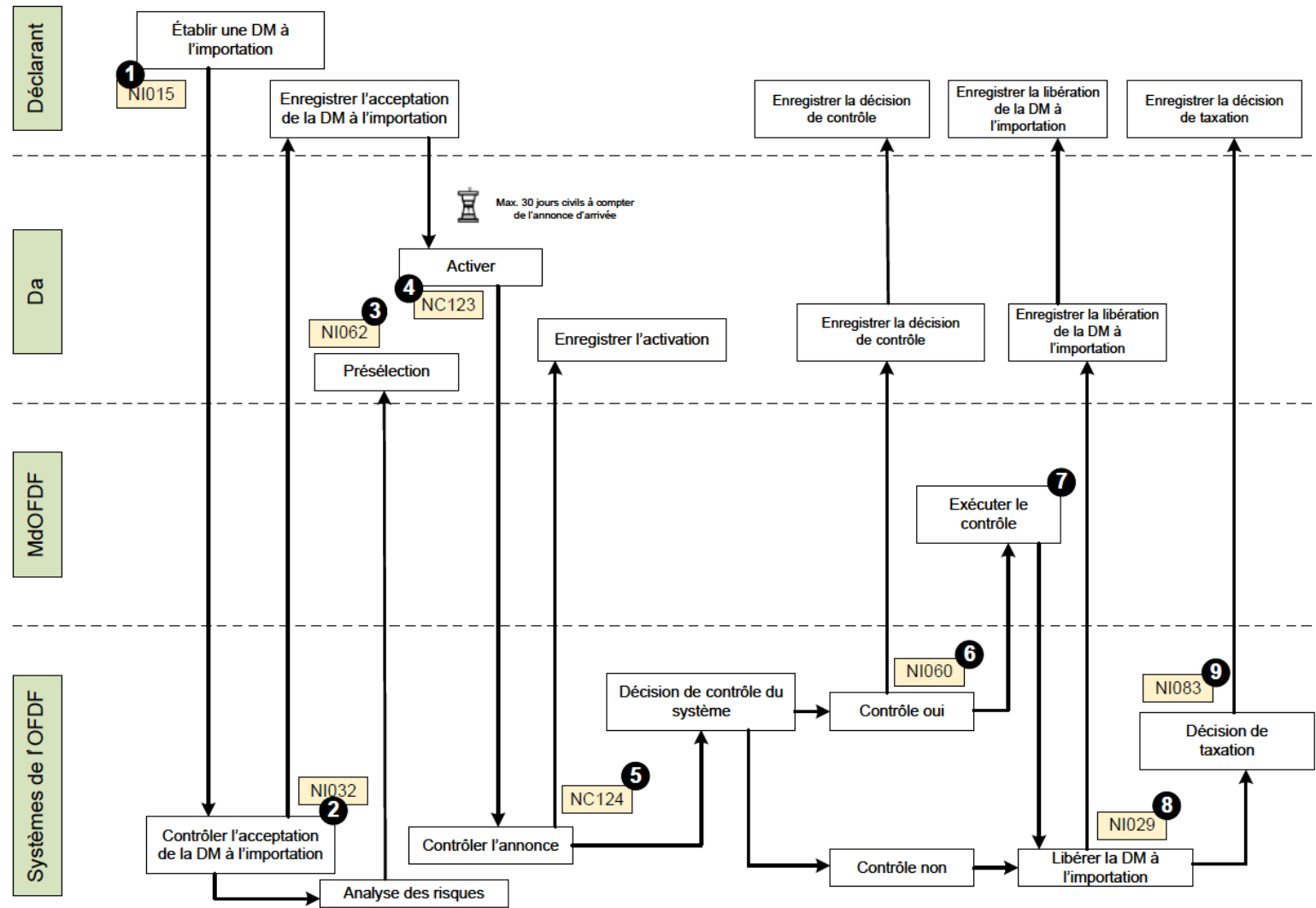
4.1 Annonce d'arrivée par le destinataire agréé



Description des processus EDa Passar 2.0

1. Le Da envoie à l'OFDF l'annonce d'arrivée liée au moyen de transport (NT007).
2. L'OFDF notifie au Da l'acceptation de l'annonce d'arrivée (NT008).
3. L'OFDF communique au Da la décision de contrôle par annonce d'arrivée (NT061).
4. L'OFDF organise le contrôle au lieu agréé concerné du Da.
5. L'OFDF délivre au Da l'autorisation de décharger avec la demande d'inventaire (NT043).
6. Le Da inventorie les marchandises, enregistre immédiatement le résultat de l'inventaire et communique le résultat de l'inventaire (NT044) à l'OFDF dans les 4 jours civils à compter de l'acceptation de l'annonce d'arrivée.
7. L'OFDF notifie au Da l'acceptation du résultat de l'inventaire (NT057).
8. L'OFDF informe le Da que la déclaration des marchandises en transit est terminée sur le plan technique (NT025).

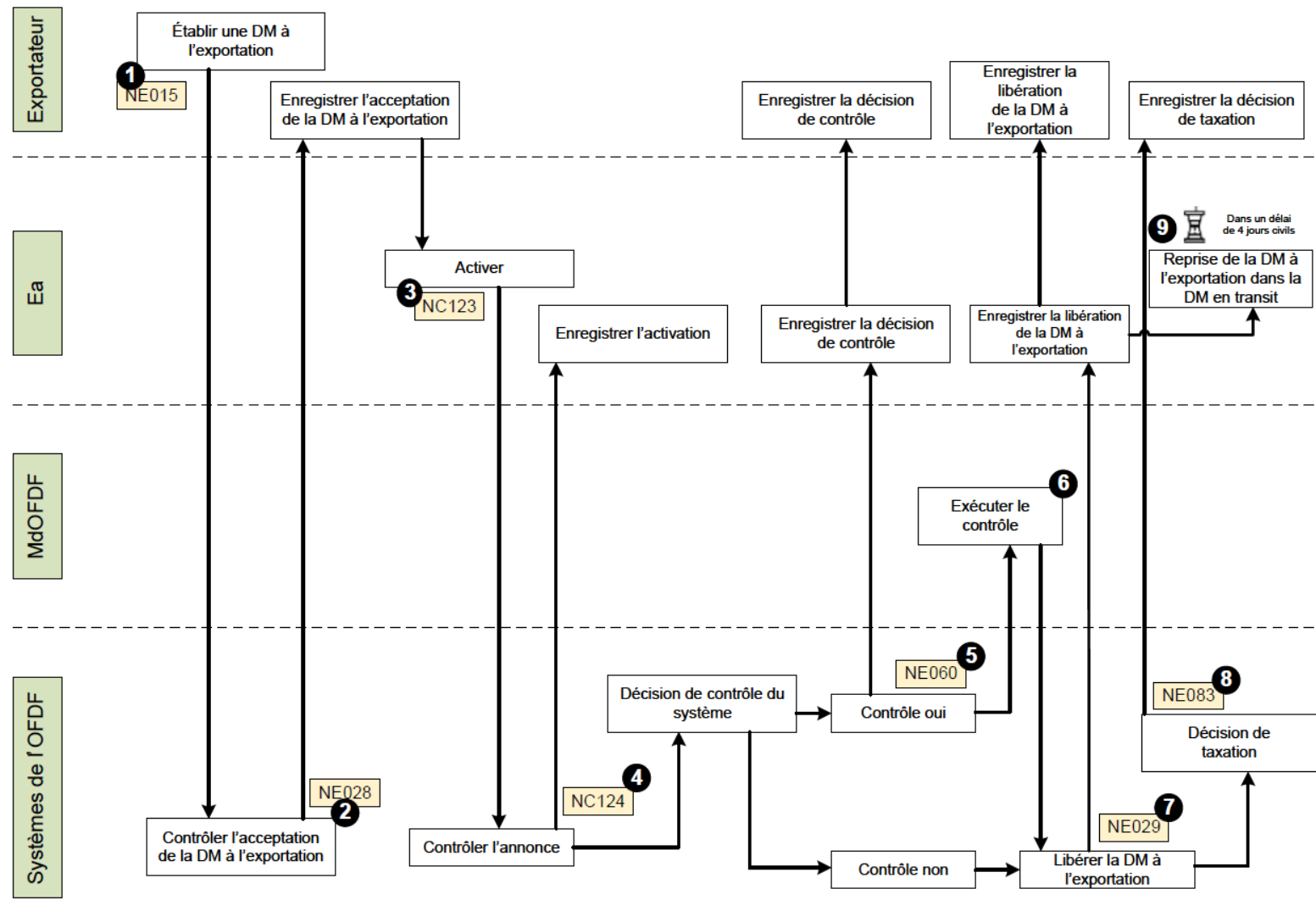
4.2 Déclaration des marchandises à l'importation par le destinataire agréé



Description des processus EDa Passar 2.0

1. Le déclarant ou le Da établit la déclaration des marchandises à l'importation (NI015).
2. L'OFDF notifie au déclarant ou au Da l'acceptation de la déclaration des marchandises à l'importation établie (NI032).
3. L'OFDF communique au Da la présélection (décision de contrôle provisoire), pour autant que le Da ait lui-même établi la déclaration des marchandises à l'importation (NI062).
4. Le Da active la déclaration des marchandises à l'importation reprise du déclarant ou établie par ses soins (NC123).
Il ne peut activer celle-ci que lorsque les marchandises se trouvent au lieu agréé et que l'annonce d'arrivée a été effectuée.
5. L'OFDF notifie au Da l'acceptation de la déclaration des marchandises à l'importation activée (NC124).
6. L'OFDF communique au déclarant ou au Da l'éventuelle décision de contrôle positive (NI060).
7. L'OFDF organise le contrôle au lieu agréé concerné du Da.
8. L'OFDF communique au déclarant ou au Da la libération de la déclaration des marchandises à l'importation (NI029).
9. L'OFDF informe le déclarant ou le Da que la décision de taxation est prête à être retirée électroniquement (NI083).

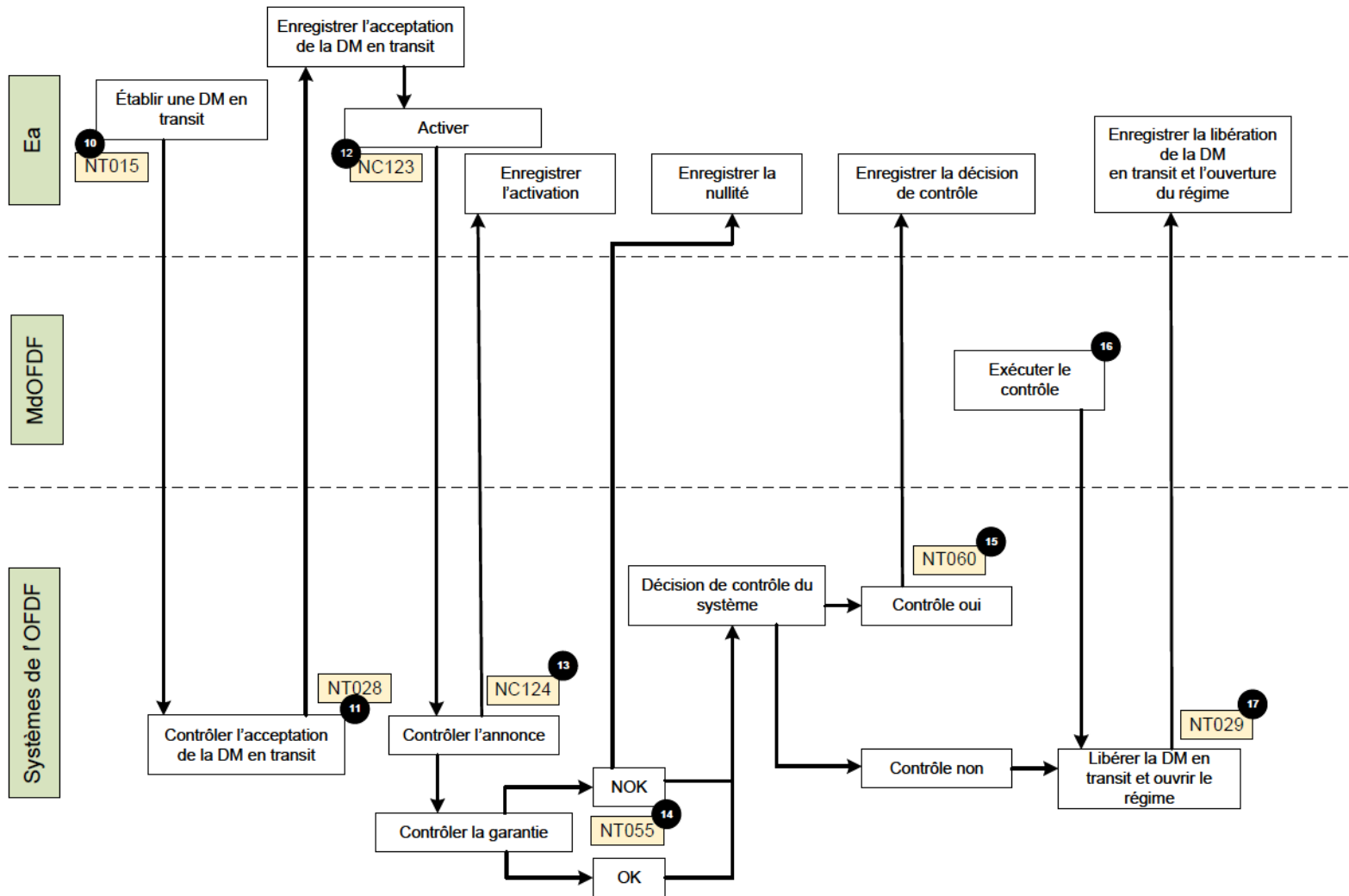
4.3 Déclaration des marchandises à l'exportation par l'expéditeur agréé



Description des processus EDa Passar 2.0

1. L'exportateur ou l'Ea établit la déclaration des marchandises à l'exportation (NE015).
2. L'OFDF notifie à l'exportateur ou à l'Ea l'acceptation de la déclaration des marchandises à l'exportation établie (NE028).
3. L'Ea active la déclaration des marchandises à l'exportation reprise de l'exportateur ou établie par ses soins (NC123).
4. L'OFDF notifie à l'Ea l'acceptation de la déclaration des marchandises à l'exportation activée (NC124).
5. L'OFDF communique à l'exportateur ou à l'Ea l'éventuelle décision de contrôle positive (NE060).
6. L'OFDF organise le contrôle au lieu agréé concerné de l'Ea.
7. L'OFDF communique à l'exportateur ou à l'Ea la libération de la déclaration des marchandises à l'exportation (NE029).
8. L'OFDF informe l'exportateur ou l'Ea que la décision de taxation est prête à être retirée électroniquement (NE083).
9. L'Ea doit reprendre les marchandises déclarées à l'exportation dans la déclaration de marchandises en transit dans un délai de 4 jours civils.

4.4 Déclaration des marchandises en transit par l'expéditeur agréé



10. L'Ea établit la déclaration des marchandises en transit (NT015).
11. L'OFDF notifie à l'Ea l'acceptation de la déclaration des marchandises en transit établie (NT028).
12. L'Ea active la déclaration des marchandises en transit établie (NC123).
13. L'OFDF notifie à l'Ea l'acceptation de la déclaration des marchandises en transit activée (NC124).
14. L'Ea doit appliquer sa propre garantie. L'OFDF enregistre l'application de la garantie et signale à l'Ea si l'application de la garantie ne peut pas être enregistrée (NT055).
15. L'OFDF communique à l'Ea l'éventuelle décision de contrôle positive (NT060).
16. L'OFDF organise le contrôle au lieu agréé concerné de l'Ea.
17. L'OFDF communique à l'Ea la libération de la déclaration des marchandises en transit (NT029).

5 Dispositions de procédure

5.1 Procédure Da

Cette procédure s'applique aux marchandises conduites chez le Da sous le régime du transit. Le processus de placement sous régime douanier Da comporte deux étapes :

1. Apurement du régime du transit²

L'apurement du régime du transit s'effectue dans le système informatique Passar.

Le Da transmet l'annonce d'arrivée immédiatement après l'arrivée du moyen de transport au lieu agréé (à l'exception du trafic régulier à horaire fixe).

Le Da doit remettre les documents de transit non électroniques (y c. en cas de procédure de secours) à l'OFDF pour apurement le jour ouvrable suivant.

2. Régime douanier subséquent :

Le Da place les marchandises conduites au lieu agréé sous un régime douanier subséquent dans un délai de 30 jours civils.

En principe, le choix du régime douanier ne fait l'objet d'aucune restriction.

Une autorisation EDO est nécessaire pour le placement des marchandises sous le régime de l'entrepôt douanier applicable aux entrepôts douaniers ouverts.

Des dispositions particulières sont applicables aux déclarations en douane avec paiement en espèces (voir [chiffre 7.1.3](#)) et aux déclarations en douane non électroniques (voir [chiffre 5.1.2](#)).

L'ouverture d'une opération de transit au lieu agréé est un processus de la procédure Ea (voir [chiffre 5.2.3](#)) dont l'application doit être consignée dans le rapport de réception.

² Si la marchandise est amenée par avion à un Da situé dans un aéroport, le processus peut également se dérouler sans régime du transit.

5.1.1 Procédure d'importation avec déclaration en douane / déclaration des marchandises électronique

5.1.1.1 Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import

Dans la déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import, le Da doit fournir les indications supplémentaires suivantes :

- **Lieu agréé**
Le Da doit mentionner dans le champ « Code ZO » le code unique de la gestion des clients de la douane attribué au lieu agréé.
- **Lieu de taxation « domicile »**
Le Da doit indiquer le lieu de taxation « domicile » (exception : pour les déclarations en douane avec paiement en espèces, il convient d'indiquer le lieu de taxation « **Présentation en douane** »).
- **Fil rouge**
Le Da doit indiquer le numéro d'annonce Da dans le champ « Document précédent ». Le numéro d'annonce Da inscrit dans la déclaration en douane électronique établie dans le système informatique e-dec Import correspond au numéro d'annonce Da inscrit dans l'annonce d'arrivée dans le système informatique Passar.
- **Moment de la taxation**
Le Da peut déclarer les envois à l'avance ou après l'arrivée des marchandises au lieu agréé :
 - À l'avance → avec moment de taxation « prédéclaration »
 - Marchandises au lieu agréé → avec moment de taxation « présentation en douane »

5.1.1.1.1 Processus standard

Principes :

- Les marchandises sélectionnées « libre » (« libre/avec » ou « libre/sans ») dans le système informatique e-dec Import ou les marchandises sélectionnées « bloqué » après que le délai d'intervention a expiré sans avoir été mis à profit sont considérées comme libérées après réception par le Da de l'annonce « Demande d'inventaire (NT043) » dans le système informatique Passar pour la déclaration des marchandises en transit concernée.
Le Da peut enlever les marchandises sans délai et indépendamment du résultat de l'inventaire, ce sans restriction 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
- Le Da consigne immédiatement le résultat de l'inventaire par écrit et le communique (NT044) à l'OFDF dans un délai de 4 jours civils à compter de l'acceptation de l'annonce d'arrivée.
- Les délais d'intervention ne courent que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
- Si le Da dépose les déclarations en douane dans le système informatique e-dec Import en dehors des heures d'ouverture du niveau local compétent, une éventuelle vérification a généralement lieu pendant la prochaine période d'ouverture du niveau local compétent.

Description des processus EDa Passar 2.0

- L'OFDF peut interdire au Da de déclarer certaines marchandises en dehors des heures d'ouverture.

5.1.1.1.2 Trafic régulier à horaire fixe

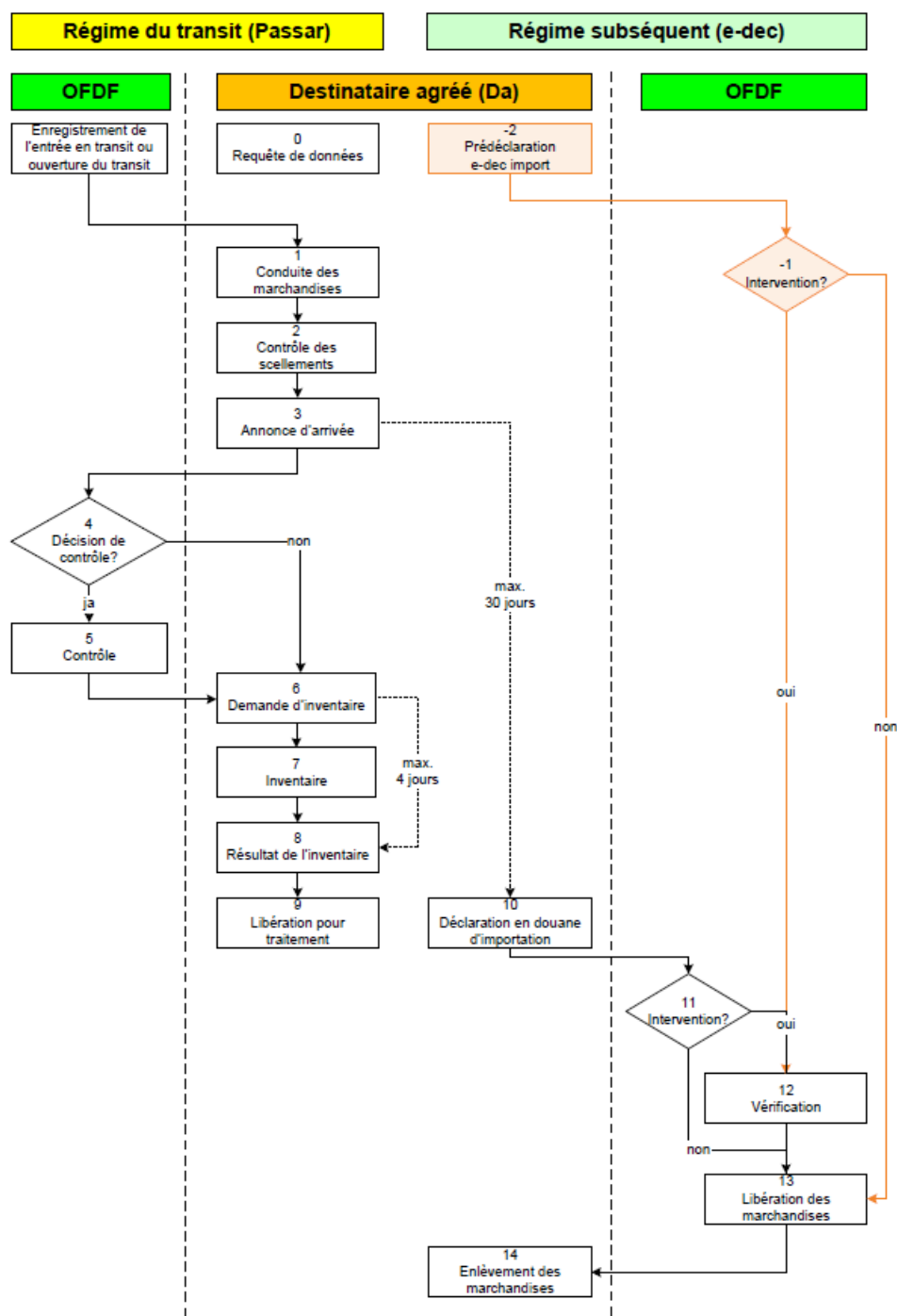
Différences par rapport au processus standard :

- Le trafic en question a été autorisé par l'OFDF et mentionné dans le rapport de réception.
- La déclaration en douane e-dec Import doit avoir été acceptée par le système informatique e-dec Import avant le moment fixé pour la libération.
- Indépendamment du résultat de la sélection, les envois ne sont réputés libérés et ne peuvent être enlevés qu'au moment fixé pour la libération (du lundi au vendredi, entre 5 heures et 22 heures).

Si l'OFDF a ordonné une vérification via le système informatique e-dec Import, l'envoi reste bloqué au-delà du moment fixé pour la libération et ne peut pas être enlevé avant sa libération par l'OFDF.

- Le Da annonce les retards à l'OFDF suffisamment tôt. Le genre d'annonce est consigné dans le rapport de réception.
- Le Da peut également attendre la période de travail suivante de son personnel de bureau pour liquider l'annonce d'arrivée dans le système informatique Passar.

5.1.1.1.3 Processus avec déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import



Le processus décrit ci-après est celui de la **déclaration en douane d'importation e-dec Import après présentation en douane**. Les différences résultant de l'utilisation du processus relatif à la déclaration en douane d'importation avec prédéclaration e-dec Import sont **signalées en couleur**.

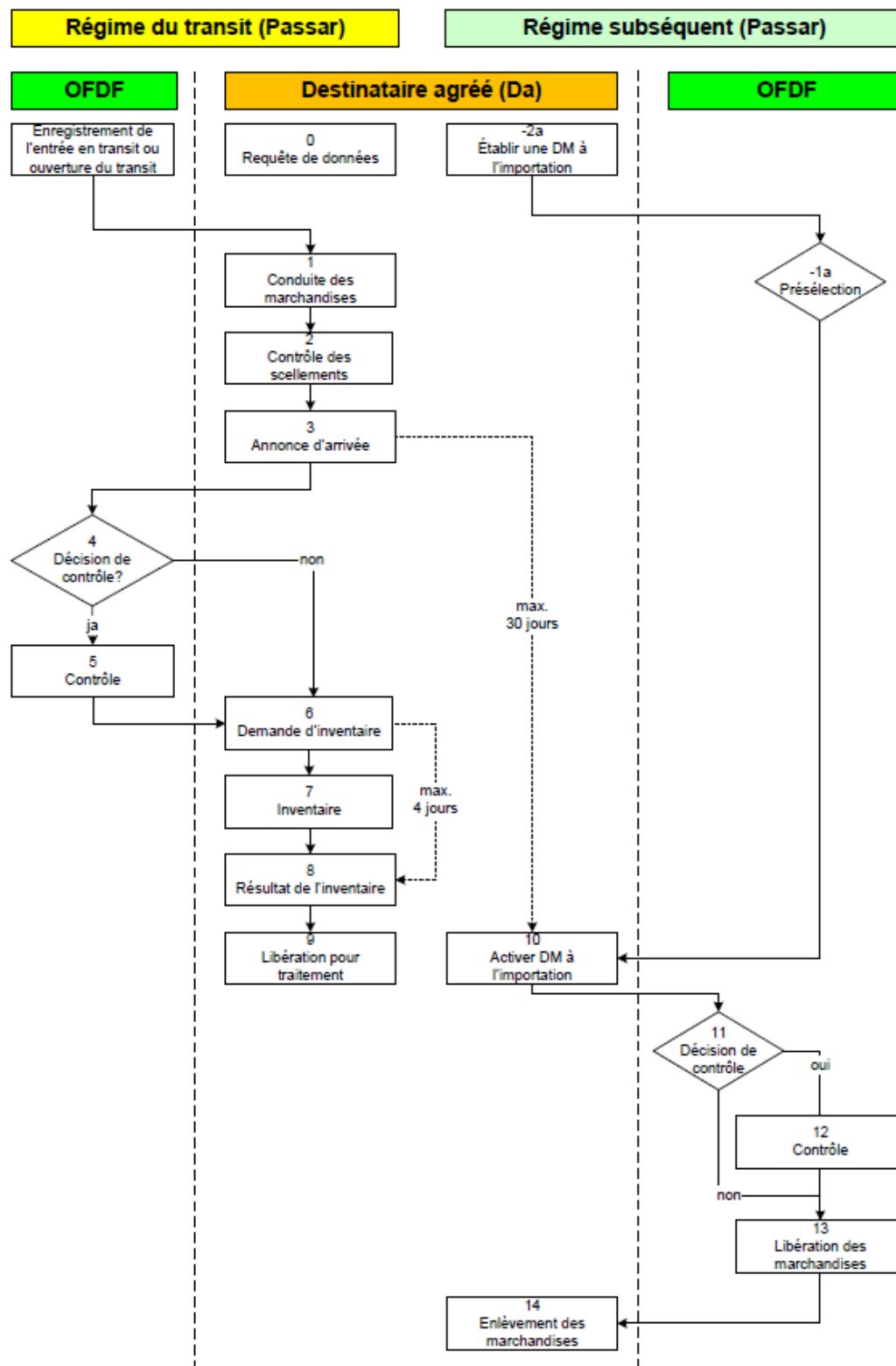
5.1.1.2 Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar

5.1.1.2.1 Processus standard

Principes :

- Le Da établit une déclaration des marchandises neutre (sans indications spécifiques sur le Da ou le lieu agréé) dans le système informatique Passar.
- Le Da active la déclaration des marchandises reprise d'un déclarant ou établie par ses soins au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) » dans le système informatique Passar.
- Le Da ne peut activer la déclaration des marchandises que lorsque les marchandises se trouvent au lieu agréé et que l'annonce d'arrivée a été effectuée.
- Le Da peut enlever sans délai et indépendamment du résultat de l'inventaire les marchandises libérées, ce sans restriction 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
- Le Da consigne immédiatement le résultat de l'inventaire par écrit et le communique (NT044) à l'OFDF dans un délai de 4 jours civils à compter de l'acceptation de l'annonce d'arrivée.
- Si le Da dépose la déclaration des marchandises dans le système informatique Passar en dehors des heures d'ouverture de l'office de service compétent, un éventuel contrôle a généralement lieu pendant la prochaine période d'ouverture de l'office de service compétent.
- L'OFDF peut interdire au Da de déclarer certaines marchandises en dehors des heures d'ouverture.

5.1.1.2.2 Processus avec déclaration des marchandises dans le système informatique Passar



5.1.1.3 Description du régime d'importation

N°	Description / explications
-2	<p>En cas de prédéclaration dans le système informatique e-dec Import</p> <p>Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import</p> <p>Art. 25, art. 33 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 105 de l'ordonnance sur les douanes, art. 5 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes</p> <p>Le Da peut déclarer les marchandises auprès du niveau local compétent au plus tôt un jour ouvrable avant l'introduction de la marchandise dans le territoire douanier. Les marchandises qui ne peuvent être importées ou exportées qu'en quantités restreintes (contingents tarifaires) peuvent être déclarées au plus tôt le jour de leur présentation.</p> <p>Les déclarations avec e-dec web Import ne sont pas autorisées.</p>
-1	<p>En cas de prédéclaration dans le système informatique e-dec Import</p> <p>Intervention dans le système informatique e-dec Import</p> <p>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 110 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p>Le niveau local compétent peut déterminer pendant le délai d'intervention quelles marchandises sélectionnées « bloqué » seront soumises à une vérification. L'annonce se fait au moyen du système informatique e-dec Import.</p> <p>Le Da se met en relation avec l'OFDF afin de convenir du moment de la vérification.</p>
-2a	<p>Établissement de la déclaration des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar</p> <p>Le Da établit la déclaration des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar. L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Réponse déclaration des marchandises à l'importation (NI032) » dans le système informatique Passar si la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus. La déclaration des marchandises à l'importation acceptée n'est pas contraignante.</p>
-1a	<p>Présélection dans le système informatique Passar</p> <p>L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Présélection déclaration des marchandises à l'importation (NI062) » dans le système informatique Passar si un contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'importation acceptée correspondante est prévu ou non. Toute comme la déclaration des marchandises à l'importation acceptée, la présélection n'est pas contraignante.</p>

N°	Description / explications
0	<p data-bbox="331 226 1358 293">Consultation des données d'une déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 309 1422 510">Le Da peut demander à consulter les données d'une déclaration des marchandises en transit auprès de l'OFDF dans le système informatique Passar avant même l'annonce d'arrivée. Pour ce faire, le Da envoie la demande à l'OFDF au moyen de l'annonce « Requête de données (NC016) », sans quoi l'échange des données de la déclaration des marchandises en transit concernée entre l'OFDF et le Da ne sera possible qu'avec l'annonce « Demande d'inventaire (NT043) ».</p> <p data-bbox="331 526 1422 689">Le Da a besoin des données de la déclaration des marchandises en transit, entre autres pour l'indication obligatoire du résultat du contrôle des scelllements dans l'annonce d'arrivée. Si le Da n'a pas connaissance des éventuels scelllements et envoie l'annonce d'arrivée sans le résultat du contrôle des scelllements correspondant, le Da risque de recevoir un message d'erreur de l'annonce d'arrivée envoyée.</p> <p data-bbox="331 705 1422 808">Si la requête de données du Da aboutit, l'OFDF communique au Da les données de la déclaration des marchandises en transit concernée qui sont disponibles dans le système informatique Passar.</p>
1	<p data-bbox="331 831 724 866">Conduite des marchandises</p> <p data-bbox="331 875 1358 927">Art. 21, al. 1, et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 101 et art. 102 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p data-bbox="331 943 1422 1010">Le Da doit conduire les marchandises en l'état et dans le délai imparti, sous le régime du transit, à un lieu agréé figurant dans le rapport de réception.</p>
2	<p data-bbox="331 1032 687 1068">Contrôle des scelllements</p> <p data-bbox="331 1084 1422 1151">Le Da contrôle si les scelllements présentent d'éventuelles irrégularités et vérifie l'aptitude au scellement du moyen de transport.</p> <p data-bbox="331 1189 1422 1279">Si des scelllements sont mentionnés sur la déclaration des marchandises en transit, le Da doit <u>impérativement</u> indiquer un résultat de contrôle des scelllements dans l'annonce d'arrivée.</p> <p data-bbox="331 1301 1422 1435">Le Da saisit le résultat du contrôle des scelllements dans l'annonce d'arrivée dans le système informatique Passar pour chaque déclaration des marchandises en transit (indépendamment du nombre de scelllements indiqué dans la déclaration des marchandises en transit).</p> <p data-bbox="331 1458 1422 1592">Si le Da constate des incidents particuliers (par ex. des scelllements rompus ou qui n'existent plus ou un moyen de transport qui n'est pas en état d'être scellé), le Da peut saisir une remarque dans l'annonce d'arrivée en plus du résultat du contrôle des scelllements « NOK ».</p>

N°	Description / explications
3	<p data-bbox="331 226 1114 266">Annonce d'arrivée dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 275 882 297"><i>Art. 24 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 315 1434 557">Le Da doit notifier sans délai à l'OFDF l'arrivée des marchandises au lieu agréé (voir appendice I, art. 88, par. 1, point a), de la convention relative à un régime de transit commun). Par conséquent, au moment de l'arrivée du moyen de transport et avant que d'éventuels scelllements apposés sur le moyen de transport ne soient retirés et que les marchandises ne soient déchargées, le Da doit déclarer sommairement les marchandises conduites à son lieu agréé au moyen d'une annonce d'arrivée (NT007) dans le système informatique Passar (voir aussi N° 6).</p> <p data-bbox="331 593 1278 624">Une annonce d'arrivée doit être établie pour chaque moyen de transport.</p> <p data-bbox="331 660 1434 692">Le Da doit notamment indiquer les informations suivantes dans l'annonce d'arrivée :</p> <ul data-bbox="379 710 1434 1072" style="list-style-type: none"> • le lieu agréé ; • le numéro d'annonce Da ; • le numéro d'identification du moyen de transport ; • l'ID de la déclaration des marchandises (par ex. MRN, numéro de carnet ATA, lettre de transport aérien, etc.) ; • le résultat du contrôle des scelllements avec les remarques éventuelles ; • les éventuelles marchandises sans propriétaire constatées (Marchandises excédentaires). <p data-bbox="331 1108 1434 1176">Après avoir effectué l'annonce d'arrivée et à défaut de placer les marchandises sous un régime douanier subséquent, il y a les possibilités suivantes :</p> <hr/> <p data-bbox="331 1211 1434 1243">Transfert sans formalités (sans recours au transit national) entre lieux agréés</p> <p data-bbox="331 1261 1434 1400">Le Da peut conduire sans formalités les marchandises qu'il a déclarées sommairement lui-même d'un lieu agréé à un autre lieu agréé s'il y assure également le régime douanier subséquent. Il doit en tout temps être en mesure d'indiquer en quel lieu agréé les marchandises se trouvent.</p> <hr/> <p data-bbox="331 1435 1434 1467">Remise sans formalités (sans recours au transit national) en un lieu agréé</p> <p data-bbox="331 1485 1434 1552">Le Da peut remettre³ sans formalités à un autre transitaire les marchandises qu'il a déclarées sommairement lui-même en un lieu agréé :</p> <ul data-bbox="379 1592 1434 1767" style="list-style-type: none"> • si celui-ci est Da ou Ea et s'il utilise le même lieu agréé d'après son propre rapport de réception, ou • s'il remet la déclaration en douane pour les marchandises conduites au lieu agréé du Da en son propre nom en tant que tiers au sens du chiffre 2.4.2. <p data-bbox="331 1803 1434 1870">Le Da qui a déclaré sommairement les marchandises reste responsable pour l'apurement du régime du transit.</p> <hr/>

³ En cas de remise sans formalités, le cheminement de l'envoi doit également pouvoir être prouvé de manière intégrale par tous les opérateurs (voir [chiffre 3.2](#)).

N°	Description / explications
4	<p data-bbox="331 226 1070 259">Décision de contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée</p> <p data-bbox="331 282 1197 304"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 110 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 327 1398 423">L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Décision de contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée (NT061) » si un contrôle est prévu ou non en lien avec l'annonce d'arrivée correspondante.</p> <p data-bbox="331 445 1409 506">Si un contrôle a lieu, le Da ne doit rien modifier au moyen de transport concerné et à son chargement jusqu'à la décision de l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 528 1246 557">Pour discuter de la date du contrôle, le Da prend contact avec l'OFDF.</p>
5	<p data-bbox="331 580 903 613">Contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée</p> <p data-bbox="331 636 1027 658"><i>Art. 23, art. 36, art. 37 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 680 1426 732">Le contrôle est effectué en un lieu agréé du Da. Le Da doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 777 1426 873">L'OFDF contrôle les marchandises déclarées sommairement. Il peut également contrôler le moyen de transport et procéder à des contrôles fondés sur les actes législatifs de la Confédération autres que douaniers.</p> <p data-bbox="331 916 1426 1012">Si, sur la base du contrôle, l'OFDF constate une irrégularité sur un article ou un scellement, l'OFDF saisit le résultat du contrôle dans le système informatique Passar sous la déclaration des marchandises en transit correspondante.</p>
6	<p data-bbox="331 1050 1366 1111">Demande d'inventaire ; enlèvement des scelllements et déchargement des marchandises</p> <p data-bbox="331 1133 1192 1155"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 110 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 1178 1426 1373">Le Da ne peut décharger les marchandises arrivées au lieu agréé qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'OFDF (voir appendice I, art. 88, par. 1, point b), de la convention relative à un régime de transit commun). Par conséquent, le Da ne peut retirer les éventuels scelllements du moyen de transport, décharger et inventorier les marchandises qu'une fois que l'OFDF a autorisé le déchargement des marchandises au moyen de l'annonce « Demande d'inventaire (NT043) ».</p> <p data-bbox="331 1395 1078 1424">L'annonce « Demande d'inventaire (NT043) » est émise :</p> <ul data-bbox="379 1447 1398 1626" style="list-style-type: none"> • manuellement par l'OFDF dans le système informatique Passar en cas de décision de contrôle positive, après le contrôle effectué ; • automatiquement dans le système informatique Passar en cas de décision de contrôle négative, après l'annonce « Décision de contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée (NT061) » indiquant qu'aucun contrôle n'est prévu. <p data-bbox="331 1648 1426 1821">Le Da ne reçoit pas d'annonce « Demande d'inventaire (NT043) » lorsque les documents de transit ne sont pas au format électronique (par ex. carnet TIR, carnet ATA, lettre de transport aérien et lettre de voiture CIM). Dans la mesure où aucun contrôle n'est prévu, l'OFDF autorise le déchargement des marchandises au moyen de l'annonce « Décision de contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée (NT061) ».</p> <p data-bbox="331 1854 1426 1989">Si le transit se poursuit à destination d'un autre Da ou de l'étranger pour des marchandises dont les envois font l'objet d'une déclaration des marchandises en transit se trouvant dans un moyen de transport, le Da doit signaler à l'OFDF le scellement éventuellement enlevé. Celui-ci décide de la suite de la procédure.</p>

N°	Description / explications
7	<p data-bbox="331 224 932 259">Inventaire fondé sur le moyen de transport</p> <p data-bbox="331 273 1193 297"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 111 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 315 1431 521">Le Da compare immédiatement les marchandises conduites en ce lieu au moyen du véhicule correspondant avec la déclaration des marchandises en transit et en fait un inventaire fondé sur celui-ci. Il consigne sans retard et de manière appropriée (sur un document ou par voie électronique) le résultat de l'inventaire lié au moyen de transport (voir appendice I, art. 88, par. 1, point c), de la convention relative à un régime de transit commun).</p> <p data-bbox="331 539 1431 674">Le résultat de l'inventaire fondé sur le moyen de transport contient des indications sur les marchandises (désignation des marchandises et volume de l'envoi [en particulier le nombre et la nature des colis ainsi que le poids]) et sur les irrégularités éventuellement constatées.</p> <p data-bbox="331 714 1431 781">L'inventaire fondé sur le moyen de transport permet d'établir un lien entre les régimes douaniers. Il permet au Da de déterminer si :</p> <ul data-bbox="379 822 1431 1059" style="list-style-type: none"> • toutes les marchandises indiquées dans la déclaration des marchandises en transit sont parvenues au lieu agréé avec le moyen de transport correspondant ; • des quantités manquantes sont à relever ; • des marchandises excédentaires sont présentes. <p data-bbox="331 1099 1431 1167">Il n'est pas absolument nécessaire de décharger les marchandises du véhicule au lieu agréé pour établir l'inventaire fondé sur celui-ci.</p> <p data-bbox="331 1207 1431 1274">L'inventaire fondé sur le moyen de transport doit apparaître dans le système de contrôle interne du destinataire agréé.</p>

8 Résultat de l'inventaire, annonce d'irrégularités

Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 111 de l'ordonnance sur les douanes, art. 44 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes

Au moyen de l'annonce « Résultat de l'inventaire (NT044) » dans le système informatique Passar, le Da doit communiquer à l'OFDF le résultat de l'inventaire lié au moyen de transport pour chaque déclaration des marchandises en transit, au plus tard le quatrième jour civil suivant l'annonce d'arrivée (voir [appendice I, art. 88, par. 1, point d\), de la convention relative à un régime de transit commun](#)).

Si le Da constate des irrégularités (notamment des substitutions et des détériorations de marchandises, des quantités manquantes ou excédentaires), il doit les communiquer à l'OFDF en indiquant impérativement l'un des motifs suivants (à l'aide d'une liste à choix) :

- « non chargé »
Par erreur, une partie des marchandises n'a pas été chargée au bureau de départ.
- « inconnu »
Une partie des marchandises manque sans raison au bureau de destination.
- « volé »
Les marchandises ou une partie des marchandises ont été volées en cours de route.
- « autre »
Autres raisons que celles mentionnées précédemment.

Le Da peut saisir d'éventuelles remarques concernant les irrégularités annoncées dans le champ « Remarques ». Pour le motif « autre », le Da doit impérativement fournir des indications plus précises sur les irrégularités dans le champ « Remarques ».

Si le résultat de l'inventaire fondé sur le moyen de transport est « sans irrégularités », il n'est pas nécessaire et il peut même être impossible d'indiquer le motif des irrégularités.

Si le Da a indiqué dans l'annonce d'arrivée un résultat de contrôle des scelllements « NOK », le résultat de l'inventaire fondé sur le moyen de transport doit être « avec irrégularités ». Le Da doit impérativement indiquer l'irrégularité sur le scellement correspondant et saisir une remarque à ce sujet (par ex. résultat de la clarification avec le responsable des marchandises).

Si l'OFDF constate une irrégularité sur l'annonce d'arrivée concernant un article ou un scellement lors du contrôle, le Da doit impérativement communiquer le résultat de l'inventaire. Celui-ci comprend au moins l'irrégularité constatée par l'OFDF (voir aussi n° 5 « Contrôle en lien avec l'annonce d'arrivée »).

Procédure en cas de document de transit non électronique (carnet TIR, carnet ATA, lettre de transport aérien et lettre de voiture CIM)

Pour les documents de transit non électroniques (carnet TIR et carnet ATA), le Da ne peut pas communiquer à l'OFDF le résultat de l'inventaire fondé sur le moyen de transport avec l'annonce « Résultat de l'inventaire (NT044) ». Le Da consigne le résultat de l'inventaire dans le document de transit non électronique et l'authentifie par son timbre et sa signature.

Le Da doit présenter à l'OFDF pour apurement le document de transit non électronique munie des mentions correspondantes le jour ouvrable suivant.

N°	Description / explications
	<p>Marche à suivre en cas de marchandises sans propriétaire (Marchandises ex-cédentaires)</p> <p>Si, lors de l'inventaire, le Da constate des marchandises sans propriétaire qui ne correspondent à aucune déclaration des marchandises en transit figurant sur l'annonce d'arrivée correspondante, il doit établir une annonce d'arrivée autonome et a posteriori pour ces marchandises. Dans l'annonce d'arrivée établie a posteriori, le Da se réfère à l'annonce d'arrivée initiale (même numéro d'annonce Da).</p>
9	<p>Libération des marchandises pour traitement</p> <p>L'OFDF informe le Da, au moyen de l'annonce « Libération des marchandises pour traitement (NT025) », que le processus de détermination des marchandises en transit est terminé sur le plan technique. L'annonce « Libération des marchandises pour traitement (NT025) » signifie que la déclaration des marchandises en transit est terminée pour le Da.</p>
10	<p>Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Import</p> <p><i>Art. 25, art. 33, art. 42, al. 1, let. a et d, art. 44 et art. 69, let. a, de la loi sur les douanes, art. 105 et art. 112 de l'ordonnance sur les douanes, art. 4 et art. 9 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes</i></p> <p>Le Da doit déclarer les marchandises conduites, présentées et déclarées sommairement au moyen d'e-dec Import (pour les déclarations en douane non électroniques, se référer au chiffre 5.1.2).</p> <p>Les déclarations avec e-dec web Import ne sont pas autorisées.</p> <p>En cas de prédéclaration e-dec Import : le présent point est caduc (voir n° -2).</p>
11	<p>Intervention dans le système informatique e-dec Import</p> <p><i>Art. 31, art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 112 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p>L'OFDF peut contrôler les marchandises sélectionnées « bloqué » ou en annoncer le contrôle pendant le délai d'intervention.</p> <p>L'annonce se fait au moyen du système informatique e-dec Import.</p> <p>Le rapport de réception précise comment et à quel moment le Da remet la déclaration en douane et les documents d'accompagnement à l'OFDF.</p> <p>Le Da se met en relation avec l'OFDF afin de convenir du moment de la vérification.</p> <p>En cas de prédéclaration e-dec Import : le présent point est caduc (voir n° -1).</p>
12	<p>Vérification dans le système informatique e-dec Import</p> <p><i>Art. 31 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 112 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p>La vérification est effectuée au lieu agréé. Le Da doit collaborer selon les instructions de l'OFDF. Ce dernier peut également vérifier les marchandises sélectionnées « libre/sans » et « libre/avec ».</p>

N°	Description / explications
13	<p data-bbox="331 226 1347 255">Libération des marchandises dans le système informatique e-dec Import</p> <p data-bbox="331 271 1190 295"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 112 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 315 1428 450">La libération des marchandises peut avoir lieu au plus tôt après que les marchandises ont été déclarées pour le placement sous régime douanier, c'est-à-dire après réception du résultat de la sélection et après expiration d'un éventuel délai d'intervention. En d'autres termes :</p> <ul data-bbox="379 488 1428 936" style="list-style-type: none"> • Lors de la présentation en douane Les marchandises sélectionnées « libre/sans » et « libre/avec » sont réputées libérées immédiatement après réception du résultat de la sélection ; les marchandises sélectionnées « bloqué » sont en revanche réputées libérées après que le délai d'intervention a expiré sans avoir été mis à profit et après réception de l'annonce de libération. • En cas de déclaration préalable dans e-dec Import Les marchandises sélectionnées « libre/sans » et « libre/avec » ainsi que les marchandises sélectionnées « bloqué » après que le délai d'intervention a expiré sans avoir été mis à profit sont considérées comme libérées après réception de l'annonce « Demande d'inventaire (NT043) » dans le système informatique Passar. <p data-bbox="331 974 1428 1039">Les marchandises pour lesquelles une vérification a été ordonnée sont libérées exclusivement par l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 1077 1428 1176">Les marchandises soumises à des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers ne sont réputées libérées qu'après que l'OFDF et une éventuelle autre autorité de contrôle ont accordé leur libération.</p>
10	<p data-bbox="331 1218 1369 1283">Activation de la déclaration des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 1299 1428 1599">Le Da déclare les marchandises conduites, présentées et déclarées sommairement au moyen du système informatique Passar. Il reprend à cet effet la déclaration des marchandises à l'importation établie par ses soins ou par un déclarant et l'active. Au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) » dans le système informatique Passar, le Da fait part à l'OFDF de son intention d'activer la déclaration des marchandises à l'importation correspondante. Le Da communique à cet effet à l'OFDF l'ID de la déclaration des marchandises et le lieu agréé correspondants. Par son activation, la déclaration des marchandises devient juridiquement contraignante.</p> <p data-bbox="331 1619 1428 1684">Le Da ne peut activer la déclaration des marchandises que lorsque les marchandises se trouvent au lieu agréé et que l'annonce d'arrivée a été effectuée.</p> <p data-bbox="331 1704 1428 1832">L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Réponse activation déclaration des marchandises au domicile (NC124) » dans le système informatique Passar si l'activation de la déclaration des marchandises à l'importation correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p>

N°	Description / explications
11	<p data-bbox="331 226 1406 293">Décision de contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 309 1193 331"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 110 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 347 1417 548">L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Contrôle déclaration des marchandises à l'importation (NI060) » dans le système informatique Passar qu'un contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'importation correspondante est prévu. Si <u>aucun</u> contrôle n'est prévu, le Da reçoit de l'OFDF une libération directe des marchandises au moyen de l'annonce « Libération déclaration des marchandises à l'importation (NI029) » dans le système informatique Passar.</p> <p data-bbox="331 564 1422 698">Si un contrôle a lieu, les marchandises déclarées restent sous la garde de l'OFDF. Le Da ne doit rien modifier jusqu'à la décision de l'OFDF et ne peut procéder à l'enlèvement des marchandises qu'une fois que le contrôle est terminé et que l'OFDF l'a ordonné.</p> <p data-bbox="331 714 1358 748">Le Da se met en relation avec l'OFDF afin de convenir du moment du contrôle.</p>
12	<p data-bbox="331 770 1414 837">Contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 853 1027 875"><i>Art. 23, art. 36, art. 37 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 891 1414 958">Le contrôle est effectué en un lieu agréé du Da. Le Da doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 974 1342 1008">L'OFDF peut également contrôler des marchandises qui ont déjà été libérées.</p>
13	<p data-bbox="331 1028 1267 1061">Libération des marchandises dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="331 1077 1193 1099"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 112 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 1115 1414 1216">La libération des marchandises peut avoir lieu au plus tôt après que les marchandises ont été déclarées pour le placement sous régime douanier, c'est-à-dire après réception de l'annonce de libération du système informatique Passar.</p> <p data-bbox="331 1232 1417 1332">L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Libération déclaration des marchandises à l'importation (NI029) » dans le système informatique Passar que la déclaration des marchandises à l'importation a été libérée.</p> <p data-bbox="331 1348 1406 1426">Les marchandises pour lesquelles un contrôle a été ordonné sont libérées exclusivement par l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 1442 1406 1543">Les marchandises soumises à des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers ne sont réputées libérées qu'après que l'OFDF et une éventuelle autre autorité de contrôle ont accordé leur libération.</p>
14	<p data-bbox="331 1563 762 1597">Enlèvement des marchandises</p> <p data-bbox="331 1612 1426 1691">Le Da peut procéder à l'enlèvement des marchandises une fois qu'il a reçu la libération des marchandises.</p>

5.1.2 Procédure d'importation avec déclaration en douane non électronique

Les marchandises qui ne peuvent pas être déclarées via les systèmes informatiques e-dec Import ou Passar importation peuvent être conduites au lieu agréé du Da (par ex. déclarations en douane pour l'admission temporaire [carnet ATA, formulaires 11.73 / 11.74 et 11.87], matériel de guerre).

Le rapport de réception précise si la libération des déclarations en douane non électroniques a lieu au guichet ou par courriel.

- **Processus au guichet** : le Da présente les déclarations en douane au guichet du niveau local compétent. Ce dernier communique sa décision concernant la libération des marchandises ou la vérification au guichet. La vérification est effectuée au lieu agréé. Elle n'est pas soumise à émolument.

Le bulletin de délivrance timbré par le niveau local compétent habilite le partenaire de la douane à procéder à l'enlèvement des marchandises.

- **Processus par courriel** : le Da envoie la déclaration en douane et les documents d'accompagnement nécessaires par courriel au niveau local compétent. Ce dernier peut contrôler les marchandises ou en annoncer le contrôle pendant le délai d'intervention. Il communique sa décision concernant une éventuelle vérification au Da par courriel. Si le délai d'intervention expire sans avoir été mis à profit (voir [chiffre 9.2](#)), les marchandises sont réputées libérées.

Pour les marchandises soumises à une vérification, la libération est effectuée expressément par le niveau local compétent. La vérification est effectuée au lieu agréé. Elle n'est pas soumise à émolument.

Le Da présente la déclaration en douane originale et les documents d'accompagnement au niveau local compétent au plus tard le jour ouvrable suivant.

5.2 Procédure Ea

La procédure Ea s'applique aux marchandises

- provenant de la libre pratique qui sont destinées à l'exportation et pour lesquelles l'expéditeur agréé est la personne assujettie à l'obligation de déclarer ;
- qui se trouvent sous surveillance douanière.

Le processus de placement sous régime douanier comporte deux étapes :

1. Taxation à l'exportation ;

Le choix du régime douanier (e-dec Export ou Passar) n'est pas restreint.

Les déclarations en douane non électroniques (voir [chiffre 5.2.2](#)) font l'objet de dispositions spéciales.

2. Placement sous le régime du transit ou sous le régime de l'entrepôt douanier applicable aux entrepôts douaniers ouverts.

L'opération de transit est ouverte dans le système informatique Passar.

Les opérations de transit non électroniques (voir [chiffre 5.2.3.2](#)) font l'objet de dispositions spéciales.

5.2.1 Procédure d'exportation avec déclaration en douane / déclaration des marchandises électronique

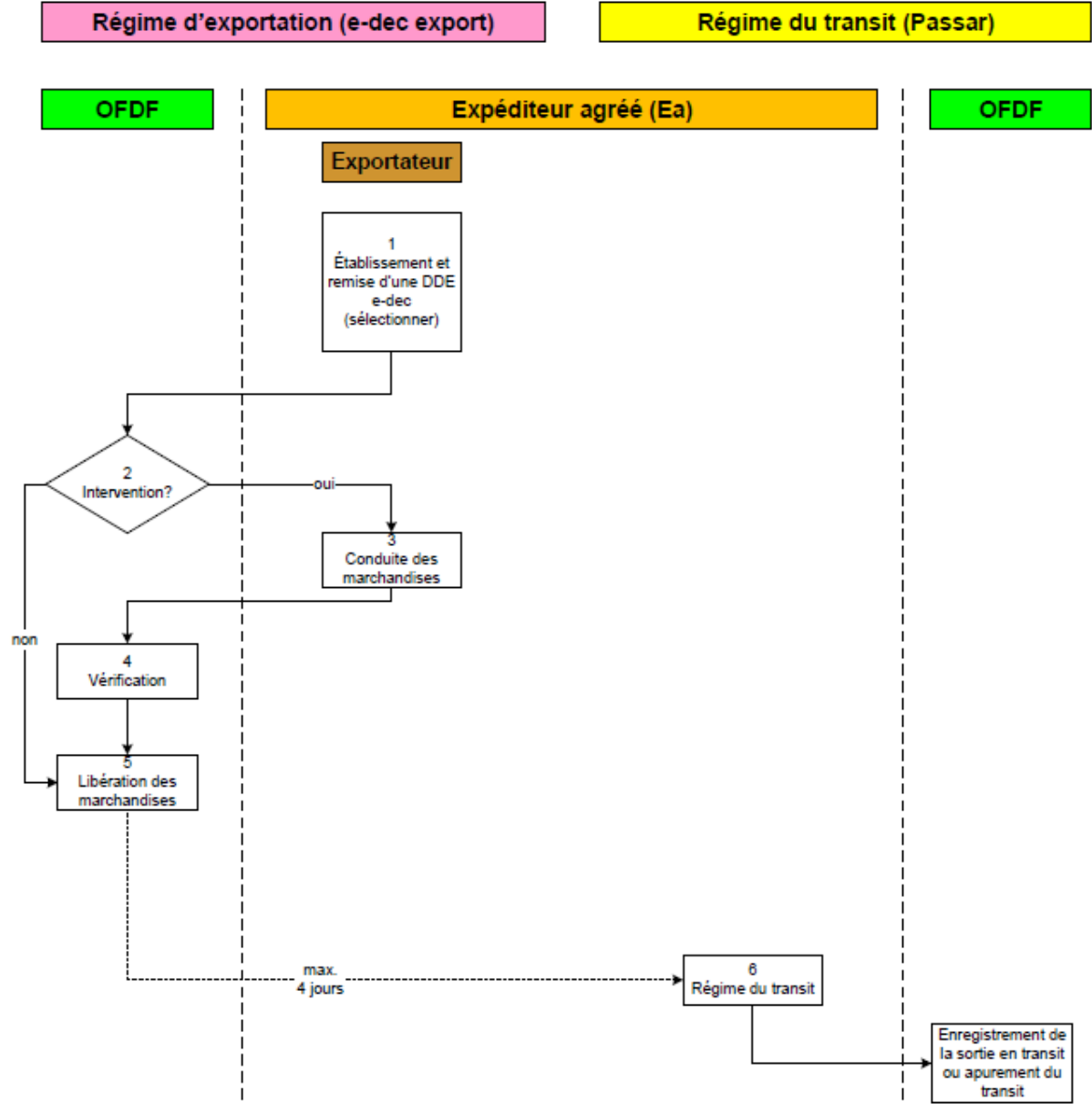
5.2.1.1 Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Export

Pour les déclarations en douane établies via le système informatique e-dec Export, l'Ea indique le lieu de taxation « domicile ».

Principes :

- Les marchandises sélectionnées « libre » dans le système informatique e-dec Export sont réputées libérées **après réception** du résultat de la sélection et peuvent immédiatement être placées sous le régime du transit dans le système informatique Passar, ce sans restriction 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24,.
- Les marchandises pour lesquelles des délais d'intervention courent dans le système informatique e-dec Export ne sont réputées libérées qu'après réception de l'annonce de libération correspondante.
- Les délais d'intervention ne courent que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
- Une éventuelle vérification est en règle générale effectuée pendant la prochaine période d'ouverture du niveau local compétent.

L'OFDF peut interdire à l'Ea de déclarer certaines marchandises en dehors des heures d'ouverture.



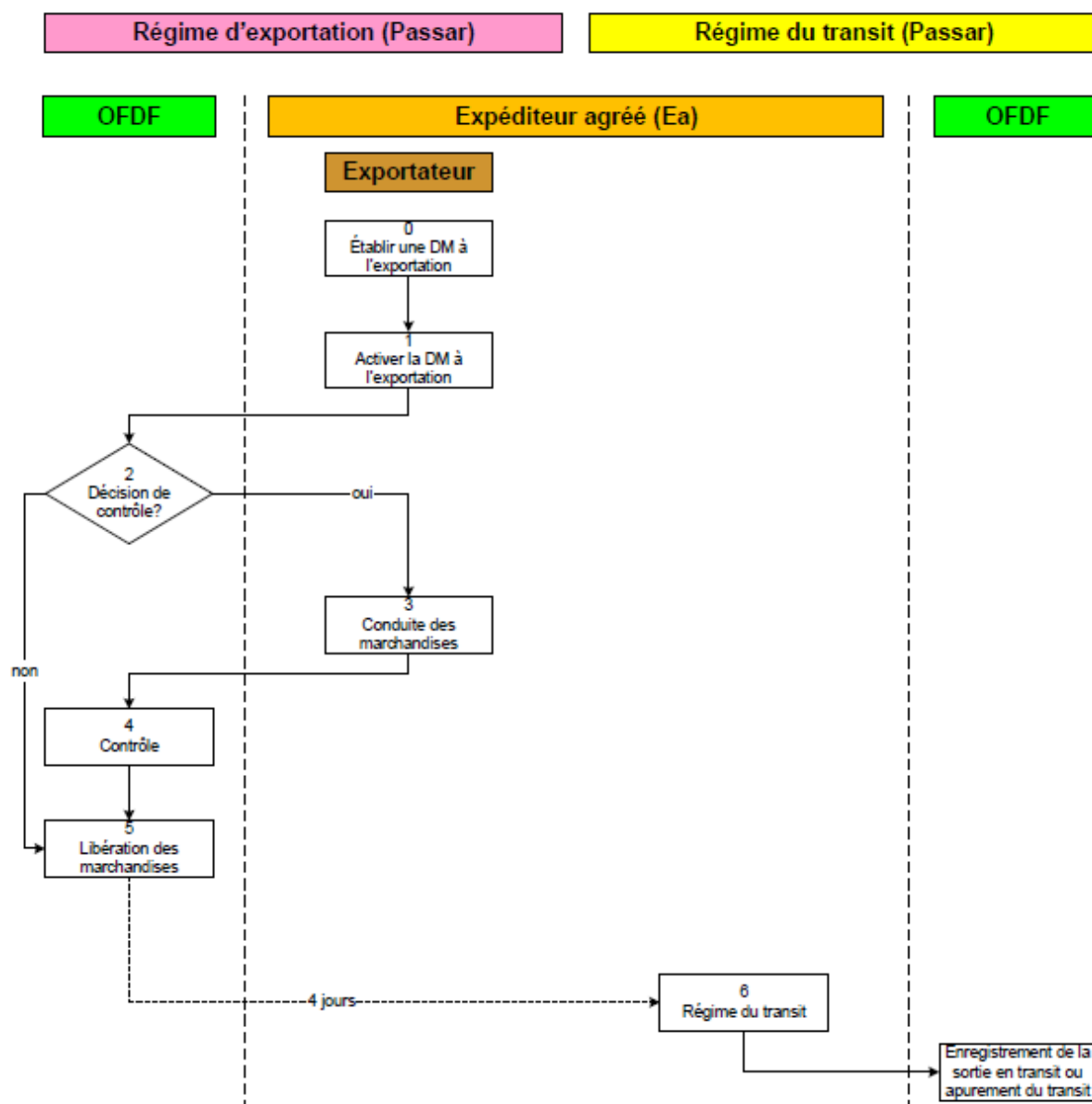
N°	Description / explications
1	<p data-bbox="331 226 1259 253">Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Export</p> <p data-bbox="331 275 1342 297"><i>Art. 24, art. 25 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 79 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 320 1430 421">L'Ea doit procéder à la déclaration des marchandises destinées à l'exportation pour le placement sous le régime de l'exportation avec le système informatique e-dec Export. Pour les déclarations en douane non électroniques, se référer au chiffre 5.2.2.</p> <p data-bbox="331 454 1430 555">L'Ea peut établir lui-même la déclaration en douane d'exportation dans le système informatique e-dec Export ou présenter une déclaration en douane d'exportation établie par l'exportateur.</p> <ul data-bbox="331 589 1430 920" style="list-style-type: none"> • L'Ea établit lui-même la déclaration en douane d'exportation Si cette procédure est suivie d'une opération de transit, il active l'option « oui » du champ « send/to/transit » de la déclaration en douane d'exportation et utilise l'annonce « demande de transfert de données e-dec vers Passar » (NE130) pour la sélection et la reprise des données. • L'Ea n'établit pas lui-même la déclaration en douane d'exportation L'exportateur établit la déclaration en douane d'exportation (lieu de taxation : bureau de douane) et reçoit un message électronique sans résultat de sélection. L'exportateur transmet le message électronique à l'Ea. <p data-bbox="379 943 1430 1043">L'Ea envoie une demande « SelectionAndTransit » au système informatique Passar avec l'annonce « demande de transfert de données e-dec vers Passar » (NE130).</p> <p data-bbox="331 1066 1430 1126">Par la sélection, la déclaration en douane d'exportation devient juridiquement contraignante.</p> <p data-bbox="331 1149 1166 1171">Les déclarations avec e-dec web Export ne sont pas autorisées.</p>
2	<p data-bbox="331 1200 501 1227">Intervention</p> <p data-bbox="331 1249 1283 1272"><i>Art. 31 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 1294 1430 1395">L'OFDF peut contrôler les marchandises sélectionnées « bloqué » ou en annoncer le contrôle pendant le délai d'intervention. L'annonce se fait au moyen du système informatique e-dec Export.</p> <p data-bbox="331 1429 1430 1489">Après avoir reçu la décision d'intervention, le Da prend contact avec l'OFDF et convient avec lui du lieu et du moment de la vérification.</p> <p data-bbox="331 1512 1430 1572">Le rapport de réception précise comment et à quel moment l'Ea remet la déclaration en douane et les documents d'accompagnement à l'OFDF.</p>
3	<p data-bbox="331 1601 724 1628">Conduite des marchandises</p> <p data-bbox="331 1650 1430 1673"><i>Art. 21, al. 1, et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 101 et art. 102 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 1695 1430 1756">Si l'OFDF ordonne une vérification, l'Ea doit conduire les marchandises au lieu agréé convenu.</p>
4	<p data-bbox="331 1794 493 1821">Vérification</p> <p data-bbox="331 1843 1283 1865"><i>Art. 31 et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 1888 1430 1948">La vérification est effectuée au lieu agréé. Le Da doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 1982 1430 2042">L'OFDF peut également vérifier ou contrôler les marchandises sélectionnées « libre ».</p>

N°	Description / explications
5	<p data-bbox="331 224 740 259">Libération des marchandises</p> <p data-bbox="331 273 1193 300"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d. de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="331 313 1417 452">La libération des marchandises peut avoir lieu au plus tôt après que les marchandises ont été déclarées pour le placement sous régime douanier, c'est-à-dire après réception du résultat de la sélection et après expiration d'un éventuel délai d'intervention.</p> <p data-bbox="331 479 1426 645">En d'autres termes, les marchandises sélectionnées « libre » sont réputées libérées immédiatement après réception du résultat de la sélection ; les marchandises sélectionnées « bloqué » sont en revanche réputées libérées une fois que le délai d'intervention a expiré sans avoir été mis à profit et après réception de l'annonce de la libération.</p> <p data-bbox="331 672 1417 743">Les marchandises pour lesquelles une vérification a été ordonnée sont libérées expressément par l'OFDF.</p> <p data-bbox="331 770 1406 869">Les marchandises soumises à des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers ne sont réputées libérées qu'après que l'OFDF et une éventuelle autre autorité de contrôle ont accordé leur libération.</p>
6	<p data-bbox="331 896 580 931">Régime du transit</p> <p data-bbox="331 945 1417 1016">L'Ea doit placer la marchandise taxée à l'exportation sous le régime du transit dans le système informatique Passar dans un délai de 4 jours civils (voir chiffre 5.2.3).</p>

5.2.1.2 Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar

Principes :

- Les marchandises ayant obtenu la libération dans le système informatique Passar peuvent être immédiatement placées sous le régime du transit dans le système informatique Passar, ce 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
- Un éventuel contrôle a généralement lieu pendant les prochaines heures d'ouverture du niveau local compétent.
- L'OFDF peut interdire à l'Ea de déclarer certaines marchandises en dehors des heures d'ouverture.



N°	Description / explications
0	Établissement de la déclaration des marchandises à l'exportation <p data-bbox="316 277 1437 479">L'Ea établit la déclaration des marchandises à l'exportation dans le système informatique Passar. L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse déclaration des marchandises à l'exportation (NE028) » dans le système informatique Passar si la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus. La déclaration des marchandises à l'importation acceptée n'est pas contraignante.</p>
1	Activation de la déclaration des marchandises à l'exportation <p data-bbox="316 553 1437 824">L'Ea reprend la déclaration des marchandises à l'exportation établie de manière autonome ou par un exportateur et l'active. Au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) » dans le système informatique Passar, l'Ea fait part à l'OFDF de son intention d'activer la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante. Pour ce faire, l'Ea communique à l'OFDF le numéro d'identification de la déclaration des marchandises et le lieu agréé correspondants. Par son activation, la déclaration des marchandises devient juridiquement contraignante.</p> <p data-bbox="316 844 1437 943">Au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) », l'Ea peut indiquer à l'OFDF la procédure subséquente à l'aide d'une liste de sélection (transit, entrepôt douanier ou fret aérien).</p> <p data-bbox="316 963 1437 1099">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse activation déclaration des marchandises au domicile (NC124) » dans le système informatique Passar si l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p>
2	Décision de contrôle <p data-bbox="316 1173 1437 1310">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Sélection pour contrôle déclaration des marchandises à l'exportation (NE060) » dans le système informatique Passar si un contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est prévu.</p> <p data-bbox="316 1330 1437 1391">Si aucun contrôle n'est prévu, l'Ea reçoit de l'OFDF une libération directe des marchandises.</p>
3	Acheminement des marchandises <p data-bbox="316 1464 1437 1496">Art. 21, al. 1, et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 100 et 102 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p data-bbox="316 1516 1437 1581">Si l'OFDF ordonne un contrôle, l'Ea doit acheminer les marchandises au lieu agréé convenu.</p>
4	Contrôle <p data-bbox="316 1655 1437 1686">Art. 31, art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p data-bbox="316 1706 1437 1771">Le contrôle est effectué au lieu agréé. L'Ea doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p data-bbox="316 1792 1437 1843">L'OFDF peut également contrôler des marchandises « sans contrôle ».</p>

N°	Description / explications
5	<p data-bbox="316 226 724 259">Libération des marchandises</p> <p data-bbox="316 282 1177 309"><i>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</i></p> <p data-bbox="316 327 1442 427">La libération des marchandises peut avoir lieu au plus tôt après que les marchandises ont été déclarées en vue du placement sous régime douanier, c'est-à-dire après réception de la libération des marchandises.</p> <p data-bbox="316 445 1442 546">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Libération déclaration des marchandises à l'exportation (NE028) » dans le système informatique Passar que la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est libérée.</p> <p data-bbox="316 564 1442 631">Les marchandises pour lesquelles un contrôle a été ordonné sont libérées expressément par l'OFDF.</p> <p data-bbox="316 649 1442 757">Les marchandises soumises à des actes législatifs de la Confédération autres que douaniers ne sont réputées libérées qu'après que l'OFDF et, si nécessaire, une éventuelle autre autorité de contrôle ont accordé leur libération.</p>
6	<p data-bbox="316 775 568 808">Régime du transit</p> <p data-bbox="316 826 1442 889">L'Ea doit placer les marchandises taxées à l'exportation sous le régime du transit dans le système informatique Passar dans un délai de 4 jours civils (voir chiffre 5.2.3).</p>

5.2.2 Procédure d'exportation avec déclaration en douane non électronique

Les marchandises qui ne peuvent pas être déclarées au moyen du système informatique e-dec Export ou Passar (par ex. déclarations en douane d'admission temporaire [carnet ATA, formulaires 11.73 et 11.87]) peuvent être déclarées par l'Ea.

Le rapport de réception précise si la libération des déclarations en douane non électroniques a lieu au guichet ou par courriel :

- Processus au guichet** : l'Ea présente les déclarations en douane au guichet du niveau local compétent. Ce dernier communique sa décision concernant la libération de la marchandise ou la vérification au guichet. La vérification est effectuée au lieu agréé. Elle n'est pas soumise à émolument.

Le bulletin de délivrance timbré par le niveau local compétent habilite le partenaire de la douane à procéder à l'enlèvement de la marchandise.
- Processus par courriel** : l'Ea envoie la déclaration en douane et les documents d'accompagnement nécessaires au niveau local compétent par courriel. Le niveau local compétent peut contrôler les marchandises ou en annoncer le contrôle pendant le délai d'intervention. Il communique sa décision concernant une éventuelle vérification à l'Ea par courriel. Si le délai d'intervention expire sans avoir été mis à profit (voir [chiffre 9.2](#)), les marchandises sont réputées libérées.

Pour les marchandises soumises à une vérification, la libération est effectuée expressément par le niveau local compétent. La vérification est effectuée au lieu agréé. Elle n'est pas soumise à émolument.

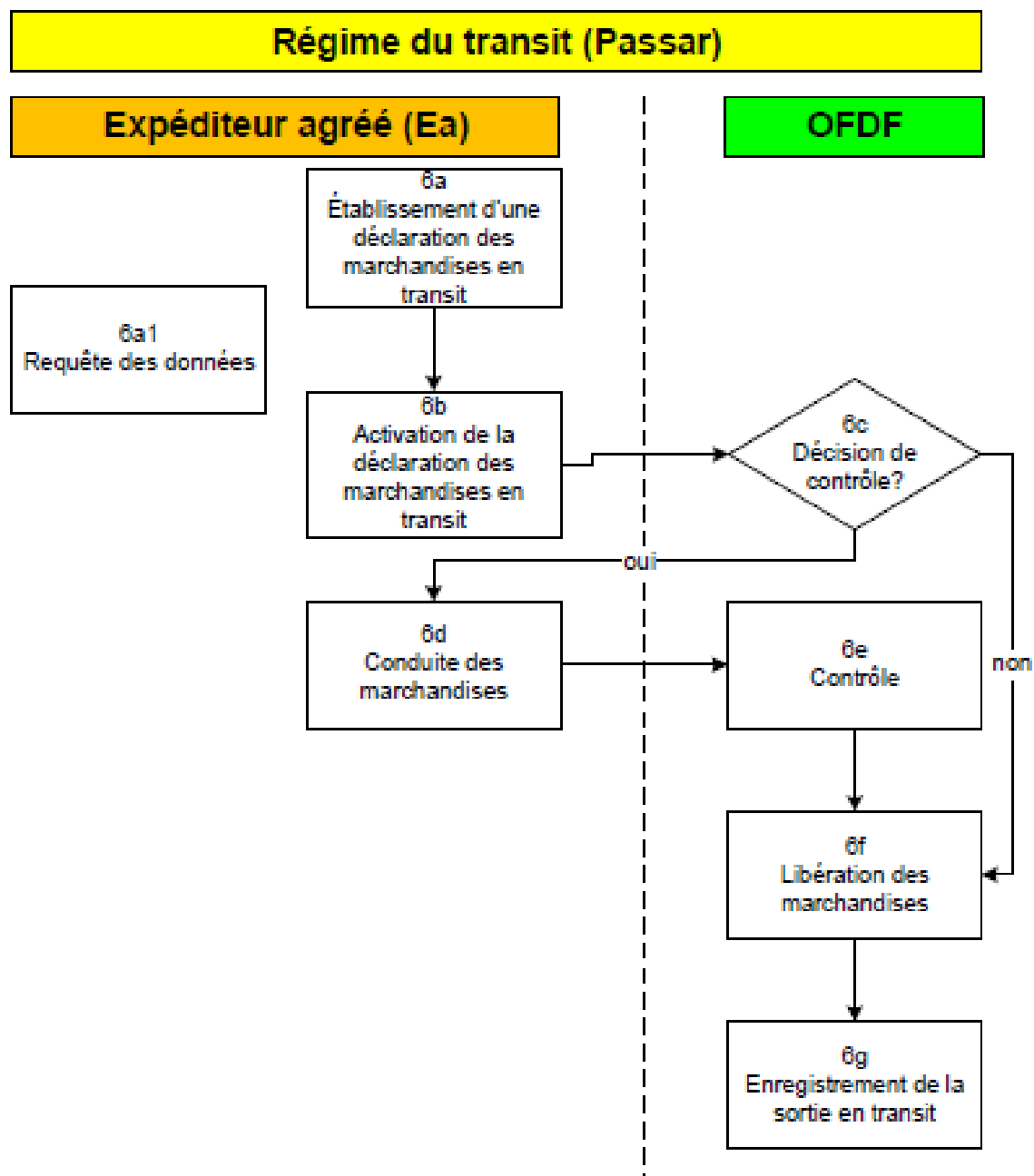
L'Ea présente la déclaration en douane originale et les documents d'accompagnement au niveau local compétent au plus tard le jour ouvrable suivant.

5.2.3 Régime du transit

5.2.3.1 Régime du transit avec déclaration des marchandises électronique

5.2.3.1.1 Transit sous le régime de transit international (régime de transit commun [TC])

Si les marchandises quittent le territoire douanier dans le trafic routier, le trafic ferroviaire ou le trafic par bateau, il faut recourir à un régime de transit international.



N°	Description / explications
6a	<p data-bbox="347 219 1430 293">Établissement de la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="347 309 1461 371">L'Ea établit la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar.</p> <p data-bbox="347 394 1461 560">Pour la reprise des données de la déclaration en douane e-dec Export ou Passar exportation, l'Ea doit saisir, dans la déclaration des marchandises en transit, le numéro de la déclaration en douane e-dec Export ou Passar exportation avec le code « EXPO » dans le groupe de données relatif au document précédent au niveau Consignment.</p> <p data-bbox="347 577 1461 640">Pour les déclarations en douane non électroniques, l'Ea doit établir une déclaration des marchandises en transit complète. Une reprise des données n'est pas possible.</p> <p data-bbox="347 660 1461 790">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse déclaration des marchandises en transit (NT028) » dans le système informatique Passar si la déclaration des marchandises en transit correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p>
6a1	<p data-bbox="347 813 1430 887">Consultation des données de la déclaration des marchandises en transit établie</p> <p data-bbox="347 902 1430 1032">L'Ea peut consulter les données de la déclaration des marchandises en transit établie auprès de l'OFDF dans le système informatique Passar. Pour ce faire, l'Ea envoie la demande à l'OFDF au moyen de l'annonce « Requête de données (NC016) ».</p> <p data-bbox="347 1052 1430 1126">L'Ea n'obtient via la requête que les données pertinentes pour le régime du transit. L'Ea ne peut pas voir les données liées à l'exportation.</p> <p data-bbox="347 1144 1461 1207">Si la requête de l'Ea est couronnée de succès, l'OFDF lui renvoie les données complètes de la déclaration des marchandises en transit correspondante.</p>

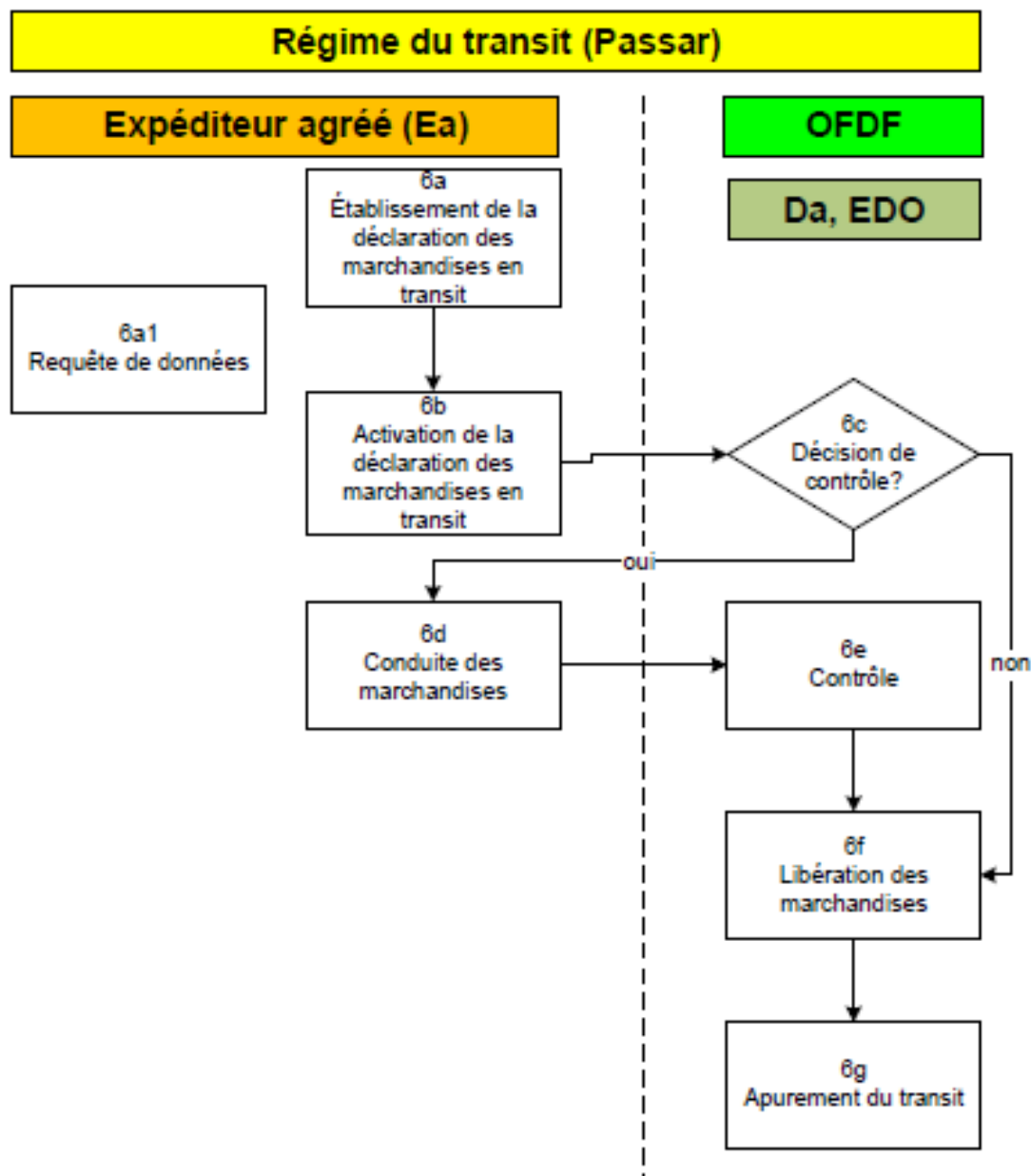
N°	Description / explications
6b	<p data-bbox="347 226 1455 293">Activation de la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="347 309 1442 477">L'Ea doit placer les marchandises taxées à l'exportation sous le régime du transit⁴ dans un délai de 4 jours civils. Il active la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar au plus tard le quatrième jour civil suivant l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation ou l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation.</p> <p data-bbox="347 499 1455 734">L'Ea active la déclaration des marchandises en transit établie (NC123). Au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) » dans le système informatique Passar, l'Ea fait part à l'OFDF de son intention d'activer la déclaration des marchandises en transit correspondante. Pour ce faire, l'Ea communique à l'OFDF le numéro d'identification de la déclaration des marchandises, le lieu agréé et le moyen de transport correspondants. Par son activation, la déclaration des marchandises devient juridiquement contraignante.</p> <p data-bbox="347 757 1455 891">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse activation déclaration des marchandises au domicile (NC124) » dans le système informatique Passar si l'activation de la déclaration des marchandises en transit correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p> <p data-bbox="347 913 1455 981">Les déclarations en douane non électroniques sont soumises à des dispositions particulières (voir chiffre 5.2.3.2).</p>
6c	<p data-bbox="347 1014 639 1048">Décision de contrôle</p> <p data-bbox="347 1070 1455 1205">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Sélection pour contrôle déclaration des marchandises en transit (NT060) » dans le système informatique Passar si un contrôle en lien avec la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est prévu.</p> <p data-bbox="347 1227 1422 1283">Si aucun contrôle n'est prévu, l'Ea reçoit de l'OFDF une libération directe des marchandises.</p>
6d	<p data-bbox="347 1305 823 1339">Acheminement des marchandises</p> <p data-bbox="347 1361 1455 1417">Art. 21, al. 1, et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 100 et 102 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p data-bbox="347 1440 1430 1507">Si l'OFDF ordonne un contrôle, l'Ea doit acheminer les marchandises au lieu agréé convenu.</p>
6e	<p data-bbox="347 1529 469 1563">Contrôle</p> <p data-bbox="347 1585 1394 1619">Art. 31, art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p data-bbox="347 1641 1422 1697">Le contrôle est effectué au lieu agréé. L'Ea doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p data-bbox="347 1720 1270 1753">L'OFDF peut également contrôler des marchandises « sans contrôle ».</p>

⁴ Si les marchandises sont transportées par avion à partir d'un lieu agréé dans un office de service d'aéroport, le régime du transit n'est pas applicable.

N°	Description / explications
6f	Libération des marchandises ; ouverture du transit L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Libération déclaration des marchandises en transit (NE028) » dans le système informatique Passar que la déclaration des marchandises en transit correspondante est libérée et que l'opération de transit est ouverte.
6g	Enregistrement de la sortie en transit Le conducteur des marchandises déclare ces dernières auprès d'un office de service de frontière (ou un office de service d'aéroport) en activant la déclaration des marchandises en transit auprès de l'office de service de frontière et signale la sortie en transit au moyen de l'annonce de transport (voir R-14-01).

5.2.3.1.2 Transit sous le régime de transit national

Un Ea peut transporter des marchandises ne se trouvant pas en libre pratique sur le territoire douanier sous un régime de transit national. En pareil cas, les offices de service de destination sont des offices de service de l'intérieur (y c. ports francs), des offices de service de frontière (y c. des offices de service d'aéroport) ou des Da.



N°	Description / explications
6a	<p data-bbox="347 226 1430 293">Établissement de la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="347 311 1458 378">L'Ea établit la déclaration des marchandises en transit national dans le système informatique Passar.</p> <p data-bbox="347 416 1458 483">Pour la reprise électronique des données d'un régime précédent, voir chiffre 5.2.3.1.1, n° 6a.</p> <p data-bbox="347 521 1458 656">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse déclaration des marchandises en transit (NT028) » dans le système informatique Passar si la déclaration des marchandises en transit correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p>
6a1	<p data-bbox="347 694 1422 761">Consultation des données de la déclaration des marchandises en transit établie</p> <p data-bbox="347 779 1426 913">L'Ea peut consulter les données de la déclaration des marchandises en transit établie auprès de l'OFDF dans le système informatique Passar. Pour ce faire, l'Ea envoie la demande à l'OFDF au moyen de l'annonce « Requête de données (NC016) ».</p> <p data-bbox="347 931 1422 999">L'Ea n'obtient au moyen de la requête que les données pertinentes pour le régime du transit. L'Ea ne peut pas voir les données liées à l'exportation.</p> <p data-bbox="347 1016 1458 1084">Si la requête de l'Ea est couronnée de succès, l'OFDF lui renvoie les données complètes de la déclaration des marchandises en transit correspondante.</p>
6b	<p data-bbox="347 1122 1458 1189">Activation de la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar</p> <p data-bbox="347 1207 1426 1375">L'Ea doit placer les marchandises taxées à l'exportation sous le régime du transit⁵ dans un délai de 4 jours civils. Il active la déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar au plus tard le quatrième jour civil après l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation ou de l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation.</p> <p data-bbox="347 1393 1458 1606">L'Ea reprend la déclaration des marchandises en transit établie et l'active. Au moyen de l'annonce « Activation de la déclaration des marchandises au domicile (NC123) » dans le système informatique Passar, l'Ea fait part à l'OFDF de son intention d'activer la déclaration des marchandises en transit correspondante. Pour ce faire, l'Ea communique à l'OFDF le numéro d'identification de la déclaration des marchandises, le lieu agréé et le moyen de transport correspondants.</p> <p data-bbox="347 1624 1458 1758">L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Réponse activation déclaration des marchandises au domicile (NC124) » dans le système informatique Passar si l'activation de la déclaration des marchandises en transit correspondante est acceptée ou refusée. L'OFDF motive un éventuel refus.</p>

⁵ Si les marchandises sont transportées par avion à partir d'un lieu agréé dans un office de service d'aéroport, le régime du transit n'est pas applicable.

N°	Description / explications
6c	<p>Décision de contrôle</p> <p>L'OFDF informe le Da au moyen de l'annonce « Sélection pour contrôle déclaration des marchandises en transit (NT060) » dans le système informatique Passar si un contrôle de la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante est prévu.</p> <p>Si aucun contrôle n'est prévu, l'Ea reçoit de l'OFDF une libération directe des marchandises.</p>
6d	<p>Acheminement des marchandises</p> <p>Art. 21, al. 1, et art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 100 et 102 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p>Si l'OFDF ordonne un contrôle, l'Ea doit acheminer les marchandises au lieu agréé convenu.</p>
6e	<p>Contrôle</p> <p>Art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes, art. 108 de l'ordonnance sur les douanes</p> <p>Le contrôle est effectué au lieu agréé. L'Ea doit collaborer selon les instructions de l'OFDF.</p> <p>L'OFDF peut également contrôler des marchandises « sans contrôle ».</p>
6f	<p>Libération des marchandises ; ouverture du transit</p> <p>L'OFDF informe l'Ea au moyen de l'annonce « Libération déclaration des marchandises en transit (NE028) » dans le système informatique Passar que la déclaration des marchandises en transit correspondante est libérée et que l'opération de transit est ouverte.</p>
6g	<p>Apurement du régime du transit</p> <p>Le régime du transit est apuré à un office de service de l'intérieur (ou un dépôt franc), à un office de service de frontière (ou office de service d'aéroport) ou à un Da dans le processus Da.</p>

5.2.3.2 Régime du transit sans déclaration en douane électronique (carnet TIR / carnet ATA)

Voir aussi [chiffre 5.2.2](#).

L'Ea doit toujours présenter la déclaration en douane non électronique au niveau local compétent pour les besoins du dédouanement. L'authentification des carnets TIR et des carnets ATA est réservée aux niveaux locaux. L'ouverture par l'Ea est interdite.

La procédure est régie par les dispositions générales.

5.2.3.3 Divers

5.2.3.3.1 Réexpédition en transit avec déclaration des marchandises électronique

Pour les envois en transit devant être réexpédiés sous un nouveau régime du transit, l'Ea doit dans chaque cas établir une déclaration des marchandises en transit complète dans le système informatique Passar.

Dans le champ « Document précédent », l'Ea mentionne le code correspondant (STRE) et le numéro de référence du régime du transit précédent. Il doit en outre reprendre toutes les indications importantes du régime du transit précédent. Ces indications comprennent notamment :

- le nombre d'articles et les numéros de tarif ;
- dans les opérations de transit commun T2, la mention EXPORT ou le code « DG2-Export » dans le champ « Indications supplémentaires » (voir aussi art. 9 de la convention UE-AELE relative à un régime de transit commun).

Report du caractère communautaire ou du caractère UE (marchandises T2)

Les dispositions régissant le report du statut T2 se trouvent à l'art. 9 et à l'appendice II de la convention UE-AELE relative à un régime de transit commun, ainsi qu'au R-14-01, chiffre 9.

Le statut T2 peut être reporté dans le cadre d'un régime de transit commun.

Dans les autres cas, le statut T2 d'une marchandise peut être reporté avec le formulaire T2L ou avec un document commercial conforme aux directives générales figurant dans l'appendice II de la convention relative à un régime de transit commun.

Les marchandises communautaires ne doivent faire l'objet d'aucune manipulation.

5.2.3.3.2 Scellements

Si l'Ea a régulièrement besoin de scellements, il doit les acquérir lui-même (voir [R-14-01](#) chiffre 4.6). Ces scellements normalisés peuvent être utilisés pour les dédouanements en transit précédemment cités. L'Ea doit tenir une comptabilité de l'utilisation des scellements. L'OFDF compétent peut contrôler la liste de scellements utilisés.

5.2.3.3.2.1 Obligation d'apposer un scellement

L'Ea doit apposer un scellement (scellement du moyen de transport ou des colis) :

- en cas de description insuffisante des articles de marchandises ;
- lorsque des marchandises sont taxées avec carnet TIR (les exceptions mentionnées dans la convention continuent d'être autorisées) ;
- lors de transports de marchandises fortement imposées ou strictement contingentées (spiritueux, tabacs manufacturés, viande, légumes, fruits, etc.), ou
- sur ordre de l'OFDF.

S'il le souhaite, l'Ea peut apposer un scellement même si aucun de ces motifs n'entre en ligne de compte.

Les envois devant être placés sous scellements doivent être chargés sur un moyen de transport présentant toutes les garanties du point de vue de la sécurité douanière.

5.2.3.3.2 Renonciation au scellement

L'Ea peut renoncer à apposer un scellement pour autant que les marchandises à transporter soient décrites de la manière suivante :

- désignation commerciale usuelle des marchandises ;
- numéro du tarif douanier ;
- nombre de colis et emballage ;
- marques et numéros des colis ;
- masse brute (poids brut).

Les indications données doivent permettre d'identifier l'envoi (marchandise et colis) sans équivoque. En cas de doutes, un scellement doit toujours être apposé.

5.2.3.3.3 Transport mixte

Si les principes suivants sont observés, les transports mixtes (marchandises sous douane et marchandises en libre pratique sur le même moyen de transport) sont autorisés :

- **Transports sans scellement**
 - Les colis de marchandises sous douane sont identifiables et mentionnés sur le document de transit.
 - Les marchandises en libre pratique ne doivent pas être mentionnées dans la déclaration des marchandises en transit. Elles peuvent être chargées ou déchargées dans n'importe quel lieu en Suisse.
- **Transports avec scellement**
 - Les marchandises en libre pratique doivent être indiquées dans la déclaration des marchandises en transit avec la mention supplémentaire « marchandises en libre pratique » dans le champ « Désignation des marchandises » et le code correspondant relatif au document précédent.
 - Les marchandises en libre pratique doivent être conduites à l'office de service de destination ou chez le Da avec les marchandises sous douane.

5.3 Autres dispositions pour les procédures Da et Ea

5.3.1 Demande exceptionnelle de libération des marchandises en dehors des heures d'ouverture du niveau local compétent

Un EDa qui, normalement, ne déclare des marchandises pour le placement sous régime douanier que pendant les heures d'ouverture du niveau local compétent (par ex. de 7 h à 17 h) peut présenter au niveau local compétent une demande exceptionnelle de libération des marchandises pendant les heures d'exploitation de celui-ci (par ex. de 5 h à 22 h).

L'EDa doit déposer sa demande auprès du niveau local compétent pendant les heures d'ouverture de ce dernier.

Le niveau local compétent donne à l'EDa des instructions concernant le moment de la déclaration, la vérification, la libération des marchandises, etc.

5.3.2 Procédure en cas de panne des systèmes informatiques

Système informatique Passar

Voir [Notfallhandbuch Passar \(la version française sera publiée prochainement\)](#)

Système informatique e-dec

La procédure en cas de panne est publiée dans la documentation d'utilisation e-dec pour utilisateurs externes sur le site Internet de l'OFDF sous : www.bazg.admin.ch / Services / Services pour entreprises / Importation, exportation et transit / E-dec

- e-dec Import / Documentation / [Procédure de secours e-dec Import](#)
- e-dec Export / Documentation / [Procédure de secours e-dec Export](#)

Attention : marchandises contingentées « e-quota » ; marche à suivre spécifique, voir chiffre 3.1 de la [documentation d'utilisation e-dec Import](#).

Système informatique E-Begleitdokument / Chartera Input

En cas de défaillance de brève durée n'excédant pas 8 heures, l'EDa attend que le système soit de nouveau disponible pour télécharger les documents. Il prend contact avec l'OFDF si la défaillance dure davantage ou si des contrôles douaniers ou une vérification sont prévus.

6 Présentation des documents

6.1 Présentation de la déclaration en douane / déclaration des marchandises et des documents d'accompagnement nécessaires

([Art. 25, al. 1](#), [art. 35](#) et [art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes](#), [art. 19 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes](#))

- Avec contrôle douanier / vérification (e-dec et Passar)

Le rapport de réception précise comment et à quel moment l'EDa remet la déclaration en douane ou la déclaration des marchandises et les documents d'accompagnement à l'OFDF.

- Sans contrôle douanier / vérification (e-dec)

Dans le cas de déclarations en douane sélectionnées « libre/avec » et « bloqué » pour lesquelles aucun contrôle douanier ou vérification n'a eu lieu, l'EDa remet à l'OFDF, au plus tard le jour ouvrable suivant, les documents d'accompagnement ainsi qu'un tirage papier de la déclaration en douane.

Dans le rapport de réception, il est précisé si l'EDa présente ou fait présenter les documents au guichet ou s'il les envoie par courrier A ou s'il les remet par l'intermédiaire du système E-Begleitdokument.

6.2 Présentation des documents de transit

- Procédure Da

Le Da doit présenter les documents de transit non électroniques à l'OFDF au plus tard le jour ouvrable suivant (y c. en cas de procédure de secours).

- Procédure Ea

L'Ea remet à l'OFDF les documents de transit non électroniques (y c. en procédure de secours) le jour ouvrable suivant.

Il munit ces documents d'une référence à la déclaration en douane d'exportation ou à la déclaration des marchandises à l'exportation correspondante.

6.3 Restitution des documents

Le rapport de réception indique les modalités de la restitution des documents.

6.4 Nouvelle présentation d'une déclaration en douane / déclaration des marchandises refusée

([Art. 20 de l'ordonnance de l'OFDF sur les douanes](#))

L'OFDF remet les déclarations en douane ou les déclarations des marchandises refusées à l'EDa et conteste les déclarations en douane dans le module E-Com du système informatique e-dec et les déclarations des marchandises dans le système informatique Passar (sur la base du rapport de réception).

L'EDa doit présenter de nouveau, avec les documents d'accompagnement, les déclarations en douane ou les déclarations des marchandises contestées, après les avoir rectifiées ou complétées, au plus tard le dixième jour ouvrable après le refus ou envoyer une réponse dans E-Com ou le système informatique Passar (sur la base du rapport de réception). S'il ne peut pas respecter ce délai, il en informe l'OFDF.

Pour apurer les cas en suspens, l'EDa se présente si nécessaire au guichet.

7 Particularités

7.1 Procédure Da

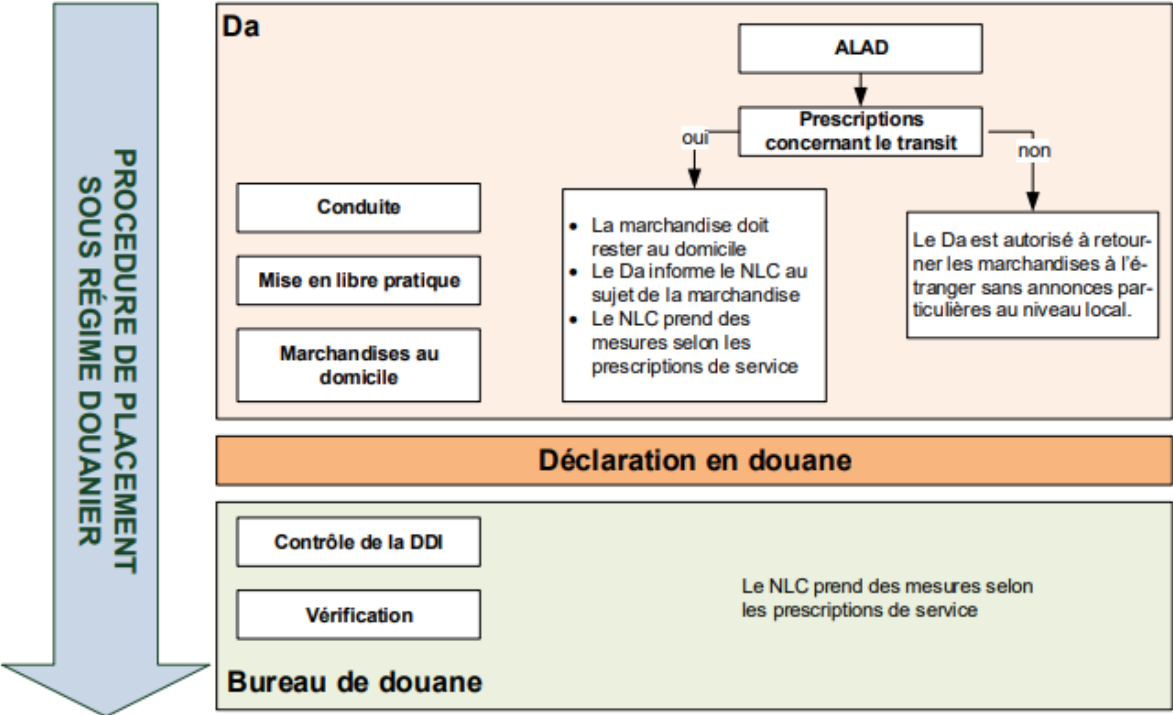
7.1.1 Mesures particulières en rapport avec les actes législatifs autres que douaniers de la Confédération

Le Da est tenu de prendre, de son propre chef, les mesures nécessaires en ce qui concerne les marchandises soumises aux actes législatifs autres que douaniers (par ex. contrôle des métaux précieux [CMP], protection des végétaux, visite vétérinaire de frontière, régle des sels). Il doit en principe s'acquitter de l'obligation de présenter les marchandises à l'autorité de contrôle. Ces marchandises ne peuvent être enlevées qu'après avoir été libérées par l'organe de contrôle correspondant.

Renvoi de marchandises par le Da avant la déclaration en douane

Si le Da constate, avant la présentation de la déclaration en douane, qu'une marchandise est soumise à des actes législatifs autres que douaniers, il est habilité à réexpédier la marchandise vers le territoire douanier étranger sans annonce particulière à l'OFDF si l'acte législatif autre que douanier concerné ne contient aucune disposition en matière de transit.

Si l'acte législatif autre que douanier contient des dispositions en matière de transit, le Da doit retenir la marchandise à son domicile et informer l'OFDF.



7.1.2 Déclaration en douane simplifiée pour petits envois

Le Da utilise la déclaration en douane simplifiée pour petits envois visée à l'[annexe IV](#).

7.1.3 Déclaration en douane pour personnes payant en espèces (uniquement dans e-dec Import)

Si un tiers désirant payer les redevances en espèces auprès de l'OFDF charge le Da de l'établissement d'une déclaration en douane d'importation, il faut procéder comme suit :

1. Le Da déclare les marchandises dans le système informatique e-dec en sélectionnant le lieu de taxation. Les marchandises peuvent cependant rester au lieu agréé.
2. La personne payant en espèces procède au paiement des redevances auprès de l'OFDF et reçoit de ce dernier un bulletin de délivrance timbré à l'issue de la taxation. Ce document lui permet de retirer les marchandises chez le Da.
3. Le Da classe le bulletin de délivrance timbré dans son dossier.
4. Une éventuelle vérification est effectuée chez le Da. Elle n'est pas soumise à émolument.

7.2 Procédure Ea

7.2.1 Marchandises soumises à un permis d'exportation

7.2.1.1 Déclaration en douane dans le système informatique e-dec Export

Les marchandises soumises à un permis d'exportation peuvent être déclarées en douane si le permis d'exportation de l'autorité compétente est disponible et si l'envoi a été libéré par l'autorité de contrôle. Sur demande de l'OFDF, L'Ea doit soumettre à ce dernier le permis et la libération au moment de la présentation (exception : permis général d'exportation).

7.2.1.2 Déclaration des marchandises dans le système informatique Passar

Les marchandises soumises à un permis d'exportation peuvent être déclarées, pour autant que la personne assujettie à l'obligation de déclarer se prononce sur l'obligation d'autorisation dans le champ « Régulation » de la déclaration des marchandises et saisisse le permis d'exportation de l'autorité compétente dans la déclaration des marchandises. Sur demande de l'OFDF, l'Ea doit présenter à ce dernier les autorisations autres que celles du SECO après l'activation.

7.2.2 Mesures particulières en rapport avec les actes législatifs autres que douaniers de la Confédération

L'Ea est tenu de prendre, de son propre chef, les mesures nécessaires en ce qui concerne les marchandises soumises aux actes législatifs autres que douaniers.

Sur demande de l'Ea, l'office de service de départ ou l'office de service de sortie en transit authentifie les certificats d'exportation CITES.

7.2.3 Déclaration en douane simplifiée pour petits envois

L'Ea utilise la déclaration en douane simplifiée pour petits envois visée à l'[annexe IV](#).

7.2.4 Certificats de circulation des marchandises (CCM)

L'authentification de certificats de circulation des marchandises peut aussi bien être effectuée par l'office de service de départ que par l'office de service de sortie dans le cadre de l'enregistrement de la sortie en transit (au plus tôt : une fois la transmission de la déclaration en douane d'exportation ou l'activation de la déclaration des marchandises effectuée avec succès ; au plus tard : un jour ouvrable après la transmission de la déclaration en douane d'exportation ou de l'activation de la déclaration des marchandises).

Si la présentation a lieu plus tard, les CCM sont traités en tant que CCM établis après coup et délivrés conformément aux prescriptions générales.

Le Da munit la copie du CCM du numéro de dossier et du numéro de déclaration en douane d'exportation ou de l'ID de la déclaration des marchandises. Pour l'authentification, il joint une copie de la déclaration en douane d'exportation ou de la déclaration des marchandises.

L'Ea est tenu de faire annuler un CCM déjà authentifié par l'OFDF si la marchandise n'est pas acheminée hors du territoire douanier.

Pour de plus amples informations, se référer à : www.bazg.admin.ch / Infos pour entreprises / Exonérations, allègements, préférences tarifaires et contributions à l'exportation / Exportation de Suisse / Accords de libre-échange, origine préférentielle.

8 Données et documents

L'EDa doit conserver de façon centralisée sur le territoire douanier les documents d'accompagnement visés au [chiffre 8.2](#) qu'il ne conserve pas sous forme électronique.

8.1 Système d'archivage

L'emplacement, la structure et le mode de fonctionnement du système d'archivage sont consignés dans le rapport de réception.

8.2 Conservation et stockage électronique des données

([Art. 94 ss de l'ordonnance sur les douanes](#))

L'EDa doit conserver les documents suivants pendant au moins 5 ans et présenter ceux-ci dans un délai raisonnable à l'OFDF en cas de demande :

Da :

- numéro de la déclaration en douane d'importation (e-dec Import) ou de la déclaration des marchandises à l'importation (Passar)⁶ ;
- numéro de l'annonce d'arrivée⁶ ;
- copie de la déclaration en douane d'importation non électronique (par ex. DDAT) ;
- numéro de la déclaration des marchandises en transit (MRN)⁶ ;
- copie du régime du transit sans déclaration en douane électronique (par ex. carnet ATA) ;
- résultat de l'inventaire ;
- originaux ou copies des preuves d'origine et des certificats d'origine ;
- documents d'accompagnement ;

⁶À la place de numéros, l'EDa peut aussi archiver ou rendre lisible une copie du document.

Description des processus EDa Passar 2.0

- au besoin, annonce d'arrivée par courriel (procédure de secours).

Ea :

- numéro de la déclaration en douane d'exportation (e-dec Export) ou numéros de la déclaration des marchandises à l'exportation (Passar)⁶ ;
- copie de la déclaration en douane d'exportation non électronique (par ex. DDAT) ;
- numéro de la déclaration des marchandises en transit (MRN)⁶ ;
- copie de la déclaration en douane de transit non électronique (par ex. carnet ATA) ;
- copie du CCM (s'il a été établi sur mandat de l'exportateur), y compris procuration ;
- documents d'accompagnement.

Si, dans son dossier, l'Ea n'a pas classé de copie de la facture d'exportation pour des envois qui ont été déclarés par l'exportateur, il doit se procurer cette copie en cas de contrôle subséquent. La présentation de cette copie doit être possible dans un délai raisonnable.

Vaut pour les Da et les Ea :

- au besoin, « Feuille de contrôle pour la résolution de panne » (procédure de secours) ;
- annonces d'irrégularités, d'erreurs de chargement, etc. ;
- autres documents en relation avec la réglementation douanière (par ex. instructions de dédouanement) ;
- autres documents indispensables pour l'exécution des actes législatifs autres que douaniers de la Confédération (par ex. informations relatives aux COV, documents CITES, autres permis) ;
- annonces de libération de l'autorité de contrôle pour les actes législatifs de la Confédération autres que douaniers.

9 Horaires et délais

9.1 Horaires pour les opérations relevant du processus de placement sous régime douanier

Les opérations relevant du processus de placement sous régime douanier sont possibles pendant les horaires suivants :

Opération	Jour	Horaire
Déclaration sommaire (annonce d'arrivée)	lu – di	24 h sur 24
Contrôle douanier / vérification	lu – ve	En règle générale, pendant les heures d'ouverture du niveau local compétent.
Déclaration en douane d'importation électronique dans le système informatique e-dec Import	lu – di	24 h sur 24 <ul style="list-style-type: none">• Les marchandises sélectionnées « libre » (« libre/avec » ou « libre/sans ») dans le système informatique e-dec Import ou les marchandises dont le résultat de la sélection est « bloqué » après que le délai d'intervention a expiré sans avoir été mis à profit sont considérées comme libérées lorsque le Da reçoit l'annonce « Demande d'inventaire (NT043) » dans le système informatique Passar pour la déclaration des marchandises en transit à achever. Le Da peut enlever les marchandises sans délai et indépendamment du résultat

Description des processus EDa Passar 2.0

Opération	Jour	Horaire
Déclaration sommaire (annonce d'arrivée)	lu – di	24 h sur 24
		<p>de l'inventaire, ce sans restriction 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas aux processus « trafic régulier à horaire fixe ».</p> <p>Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.</p>
Déclaration électronique des marchandises à l'importation dans le système informatique Passar	lu – di	<p>24 h sur 24</p> <p>Après réception de l'annonce « Libération déclaration des marchandises à l'importation (NI029) » dans le système informatique Passar, les marchandises sont considérées comme libérées. Le Da peut enlever sans délai et indépendamment du résultat de l'inventaire les marchandises libérées, ce sans restriction 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.</p>
Déclaration en douane d'exportation électronique dans le système informatique e-dec Export	lu – di	<p>24 h sur 24</p> <ul style="list-style-type: none"> Les marchandises qui ont été sélectionnées « libre » sont considérées comme libérées sur la base du résultat de la sélection. Elles doivent ensuite être transférées dans un délai de 4 jours civils dans une déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar. Les marchandises pour lesquelles un délai d'intervention court dans le système informatique e-dec Export ne sont considérées comme libérées que suite à l'annonce de la libération dans le système informatique e-dec Export. Elles doivent ensuite être transférées dans un délai de 4 jours civils dans une déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar. <p>Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.</p>
Déclaration électronique des marchandises à l'exportation dans le système informatique Passar	lu – di	<p>24 h sur 24</p> <p>Après réception de l'annonce « Libération de la déclaration des marchandises à l'exportation (NE029) » dans le système informatique Passar, les marchandises sont considérées comme libérées. Elles doivent ensuite être transférées dans un délai de 4 jours civils dans une déclaration des marchandises en transit dans le système informatique Passar.</p>
Déclaration électronique des marchandises en transit dans le système informatique Passar (ouverture de l'opération de transit)	lu – di	<p>24 h sur 24</p> <p>Après réception de l'annonce « Libération de la déclaration des marchandises en transit (NT029) » dans le système informatique Passar, les marchandises sont considérées comme libérées et peuvent être enlevées immédiatement.</p>
Autre déclaration en douane		Pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.

9.2 Délais

Genre de délai	Durée	Remarque
Da		
Conserver le résultat de l'inventaire	immédiatement	Le résultat de l'inventaire fondé sur le moyen de transport est consigné de façon appropriée (dans un document ou par voie électronique).
Délai pour le résultat de l'inventaire	4 jours civils	Le délai s'applique quel que soit le résultat de l'inventaire (conforme ou non conforme).
Délai d'intervention e-dec Import	30 minutes	Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
Délai pour la déclaration en douane / déclaration des marchandises	30 jours civils	Sans possibilité de prolongation.
Délai d'intervention pour les déclarations en douane non électroniques présentées par courriel	30 minutes	Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
Délai de remise des documents non électroniques de transit apurés (autres que Passar transit) au niveau local compétent	le jour ouvrable suivant	Tous les documents de transit doivent être remis au niveau local compétent.
Ea		
Délai d'intervention e-dec Export	15 minutes	Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
Délai d'intervention pour les déclarations en douane non électroniques qui sont transmises par courriel	15 minutes	Le délai d'intervention ne court que pendant les heures d'exploitation du niveau local compétent.
Délai de remise des déclarations en douane non électronique ouverts au niveau local compétent	4 jours civils	Toutes les déclarations en douane doivent être remises au niveau local compétent.
Délai de remise des documents non électroniques de transit ouverts (autres que Passar transit) au niveau local compétent	le jour ouvrable suivant	Tous les documents de transit doivent être remis au niveau local compétent.
Délai de placement sous le régime du transit ou de transfert dans la déclaration des marchandises en transit des marchandises placées sous le régime de l'exportation	4 jours civils	
Délai pour les transits nationaux et internationaux	le temps nécessaire	
Vaut pour les Da et les Ea		
Délai pour la remise des déclarations en douane ou des déclarations des marchandises et des documents d'accompagnement ou pour le téléchargement dans le	quotidiennement, au plus tard le jour ouvrable suivant	

Description des processus EDa Passar 2.0

système E-Begleitedokument ou Chartera Input		
Délai pour la nouvelle présentation de déclarations en douane ou déclarations des marchandises refusées	10 jours ouvrables	

10 Contrôles

([Art. 31, art. 42, al. 1, let. a et d, de la loi sur les douanes](#))

L'OFDF peut procéder, avec ou sans préavis, à des contrôles au domicile de l'EDa ou aux lieux agréés.

Elle peut procéder au contrôle physique du genre, de la quantité et de l'état des marchandises, exiger tous les renseignements nécessaires ainsi que contrôler des données et des documents, des systèmes et des informations qui peuvent être importants pour l'exécution de la législation douanière. En d'autres termes, l'OFDF peut notamment effectuer :

- des contrôles dans le cadre du processus de placement sous régime douanier (par ex. vérification) ;
- des contrôles a posteriori comprenant la consultation des dossiers commerciaux (par ex. comptabilité des débiteurs, dossiers de transitaire) et du traitement des données ;
- des contrôles périodiques du système, et
- des contrôles de l'inventaire des marchandises dans la procédure Da.

L'EDa collabore conformément aux instructions données par l'OFDF.

Le droit de contrôle prend fin 5 ans après la taxation. L'ouverture d'une enquête pénale est réservée.

Le rapport de réception contient (si nécessaire) :

Annexe I : plan des locaux et de l'infrastructure (zone EDa au lieu agréé)

Annexe II : trafic ferroviaire (formulaire 87.90)

Ne concerne que la procédure Da :

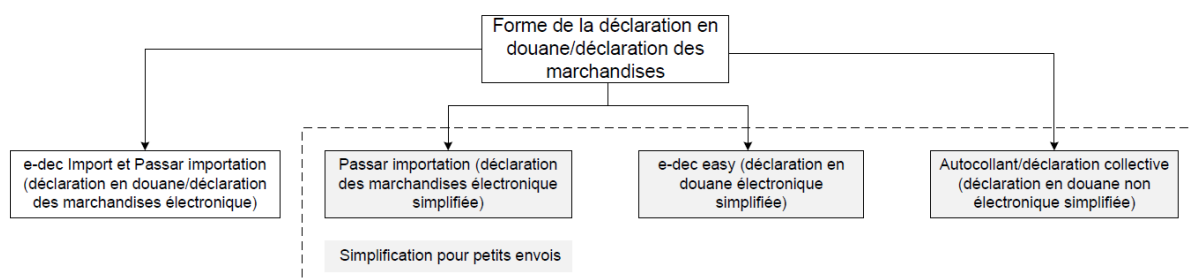
Annexe III : modèle de relevé de l'inventaire

Annexe IV : déclaration en douane / déclaration des marchandises simplifiée pour petits envois

1 Destinataire agréé

1.1 Forme de la déclaration en douane d'importation et de la déclaration des marchandises à l'importation

Le Da déclare toutes les marchandises au niveau local compétent. En fonction du genre d'envoi, il existe les genres suivants de déclarations en douane d'importation et de déclarations des marchandises :



1.1.1 Déclaration en douane d'importation simplifiée au moyen d'un autocollant / d'un timbre

Le Da peut déclarer les petits envois en franchise de redevances pour l'importation définitive à l'aide d'un [variante 1] autocollant [variante 2] timbre « en franchise de redevances » si les critères suivants sont remplis cumulativement par envoi :

- la masse brute n'excède pas 1000 kg ;
- la valeur TVA (contre-prestation / valeur marchande au lieu de destination) n'excède pas 1000 francs ;
- l'envoi n'est soumis à aucun acte législatif autre que douanier (ALAD) ;
- l'envoi n'est pas soumis à autorisation ;
- le montant de TVA n'excède pas 5 francs, et
- les redevances d'entrée (par ex. droits de douane, taxe sur les COV) n'excèdent pas 5 francs.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation

Le moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation est consigné dans le rapport de réception (*par ex. : la déclaration en douane d'importation est réputée acceptée lorsque l'envoi est replacé sur la bande transporteuse*).

Ces envois sont réputés « bloqués ».

Libération des marchandises

Le moment de la libération des marchandises est consigné dans le rapport de réception (par ex. : les marchandises sont réputées libérées lorsque l'envoi atteint l'extrémité de la bande transporteuse).

1.1.2 Déclaration en douane d'importation simplifiée par déclaration en douane collective

Le Da peut déclarer les petits envois en franchise de redevances pour l'importation définitive à l'aide d'une liste collective et d'une pseudo-déclaration en douane collective e-dec [variante 1] import [variante 2] easy (pseudo-e-dec) « en franchise de redevances » si les critères suivants sont remplis cumulativement par envoi :

- la masse brute n'excède pas 1000 kg ;
- la valeur TVA (contre-prestation / valeur marchande au lieu de destination) n'excède pas 1000 francs ;
- l'envoi n'est soumis à aucun acte législatif autre que douanier (ALAD) ;
- l'envoi n'est pas soumis à autorisation ;
- le montant de TVA n'excède pas 5 francs, et
- les redevances d'entrée (par ex. droits de douane, taxe sur les COV) n'excèdent pas 5 francs.

Le Da mentionne les petits envois en franchise de redevances sur une liste collective. Cette liste collective doit contenir les indications suivantes :

- Désignation de la liste collective :
 - Petits envois en franchise de redevances
 - Date
 - Numéro de transitaire complété par une numérotation continue (*un lien sans équivoque entre la liste collective et la déclaration en douane d'importation e-dec est indispensable*)
 - Nombre total et poids total des colis figurant dans la liste
- Par envoi :
 - Numéro de suivi ou numéro de référence ou numéro d'envoi
 - Pays d'expédition ou pays d'origine
 - Nombre de colis
 - Poids des colis
 - Désignation des marchandises (*la reprise directe du système informatique du Da est admise*)
 - Adresse de l'expéditeur (*la reprise directe du système informatique du Da est admise*)
 - Adresse du destinataire (*la reprise directe du système informatique du Da est admise*).

Le Da doit obligatoirement envoyer la liste collective au niveau local compétent par courriel avant la transmission de la pseudo-e-dec.

Les exigences devant être remplies par le courriel et les indications devant obligatoirement figurer dans la déclaration collective pseudo-e-dec doivent être consignées dans le rapport de réception.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation

La déclaration en douane électronique d'importation (pseudo-e-dec) est réputée acceptée lorsqu'elle a passé avec succès le contrôle sommaire du système informatique e-dec Import. Celui-ci ajoute à la déclaration en douane électronique d'importation la date et l'heure d'acceptation. Le délai d'intervention commence à courir à ce moment-là.

Intervention / vérification

Le niveau local compétent ordonne une vérification de la manière suivante :

- il détermine dans le système la pseudo-e-dec à vérifier, et
- communique par courriel au Da quels envois seront vérifiés.

Lors d'opérations concertées, la marche à suivre est fixée au cas par cas.

Libération des marchandises

Pour les envois déclarés de façon simplifiée au moyen d'une déclaration collective pseudo-e-dec, la libération a lieu en fonction du résultat de la sélection :

1. libre/sans ou libre/avec :
Immédiatement
2. bloqué sans vérification :
La libération a lieu à l'expiration du délai d'intervention (comme pour e-dec Import)
3. bloqué avec vérification :
La libération est effectuée par le personnel douanier à l'issue de la vérification

1.1.3 Déclaration en douane d'importation simplifiée avec le système informatique e-dec easy (NT 9898.9898)

Le Da peut transmettre la déclaration en douane d'importation simplifiée pour les petits envois au moyen du système informatique e-dec easy, basé sur e-dec Import, pour autant que les critères suivants soient remplis cumulativement par envoi :

- la masse brute n'excède pas 1000 kg ;
- la valeur TVA (contre-prestation / valeur marchande au lieu de destination) n'excède pas 1000 francs ;
- l'envoi n'est soumis à aucun acte législatif autre que douanier (ALAD) ;
- l'envoi n'est pas soumis à autorisation, et
- les redevances d'entrée (par ex. droits de douane, taxe sur les COV), à l'exception de la TVA, n'excèdent pas 5 francs.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation

La déclaration en douane électronique d'importation est réputée acceptée lorsqu'elle a passé avec succès le contrôle sommaire du système informatique e-dec easy. Celui-ci ajoute à la déclaration en douane électronique d'importation la date et l'heure d'acceptation.

Libération des marchandises

Pour les envois déclarés de façon simplifiée au moyen d'e-dec easy, la libération a lieu en fonction du résultat de la sélection :

1. libre/sans :
Immédiatement (comme pour e-dec Import)
2. bloqué sans vérification :
La libération a lieu à l'expiration du délai d'intervention (comme pour e-dec Import)
3. bloqué avec vérification :
La libération est effectuée par le personnel douanier à l'issue de la vérification

1.1.4 Déclaration simplifiée des marchandises à l'exportation au moyen du système informatique Passar importation

Le Da peut transmettre la déclaration simplifiée des marchandises à l'importation pour les petits envois au moyen du système informatique Passar, pour autant que les critères suivants soient remplis cumulativement par envoi :

- la masse brute n'excède pas 1000 kg ;
- la valeur TVA (contre-prestation / valeur marchande au lieu de destination) n'excède pas 1000 francs ;
- l'envoi n'est soumis à aucun acte législatif autre que douanier (ALAD) ;
- l'envoi n'est pas soumis à autorisation, et
- les redevances d'entrée (par ex. droits de douane, taxe sur les COV) n'excèdent pas 5 francs.

Moment de l'activation de la déclaration des marchandises à l'importation

La déclaration électronique des marchandises à l'importation est activée sur la base de l'annonce d'activation (NC123) du Da. Le système informatique Passar ajoute la date, l'heure et le lieu d'activation une fois que la déclaration des marchandises à l'importation a été activée. La déclaration des marchandises est ainsi considérée comme activée et est juridiquement contraignante.

Libération des marchandises

Sur la base de l'activation de la déclaration des marchandises à l'importation, le Da reçoit une éventuelle décision de contrôle « contrôle : oui ». Si aucun contrôle n'est prévu, le Da reçoit la libération directe de la déclaration des marchandises à l'importation.

1.1.5 Système informatique e-dec Import ou Passar importation

Pour tous les autres envois, le Da doit transmettre une déclaration en douane d'importation complète au moyen d'e-dec Import ou une déclaration complète des marchandises à l'importation au moyen de Passar.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation et de l'activation de la déclaration des marchandises à l'importation

La déclaration en douane électronique d'importation est réputée acceptée lorsqu'elle a passé avec succès le contrôle sommaire du système informatique e-dec Import. Celui-ci ajoute à la déclaration en douane électronique d'importation la date et l'heure d'acceptation.

La déclaration électronique des marchandises à l'importation est activée sur la base de l'annonce d'activation (NC123) du Da. Le système informatique Passar ajoute la date, l'heure et le lieu d'activation une fois que la déclaration des marchandises à l'importation a été activée.

La déclaration des marchandises est ainsi considérée comme activée et est juridiquement contraignante.

1.2 Obligation de conservation

Pour les envois qui ont été déclarés avec [variante 1] autocollant [variante 2] timbre, le Da doit tenir les documents d'accompagnement à la disposition du niveau local compétent au moins jusqu'à la fin de la procédure douanière (libération des marchandises).

Pour les envois qui ont été déclarés avec des déclarations en douane collectives, le Da doit tenir les documents d'accompagnement à la disposition du niveau local compétent au moins jusqu'à la fin de la procédure douanière (libération des marchandises).

Pour les envois qui ont été déclarés avec e-dec easy ou avec la déclaration des marchandises simplifiée à l'importation avec le système informatique Passar, le Da doit conserver les documents d'accompagnement conformément aux dispositions du chiffre 8.2.

1.3 Délais d'intervention

Envois en franchise de redevances déclarés de manière simplifiée au moyen d'un [variante 1] autocollant [variante 2] timbre : jusqu'au moment fixé dans le rapport de réception.

Envois en franchise de redevances déclarés de manière simplifiée au moyen d'une déclaration en douane collective e-dec (pseudo-déclaration en douane e-dec) : comme pour e-dec Import (voir chiffre 9.2).

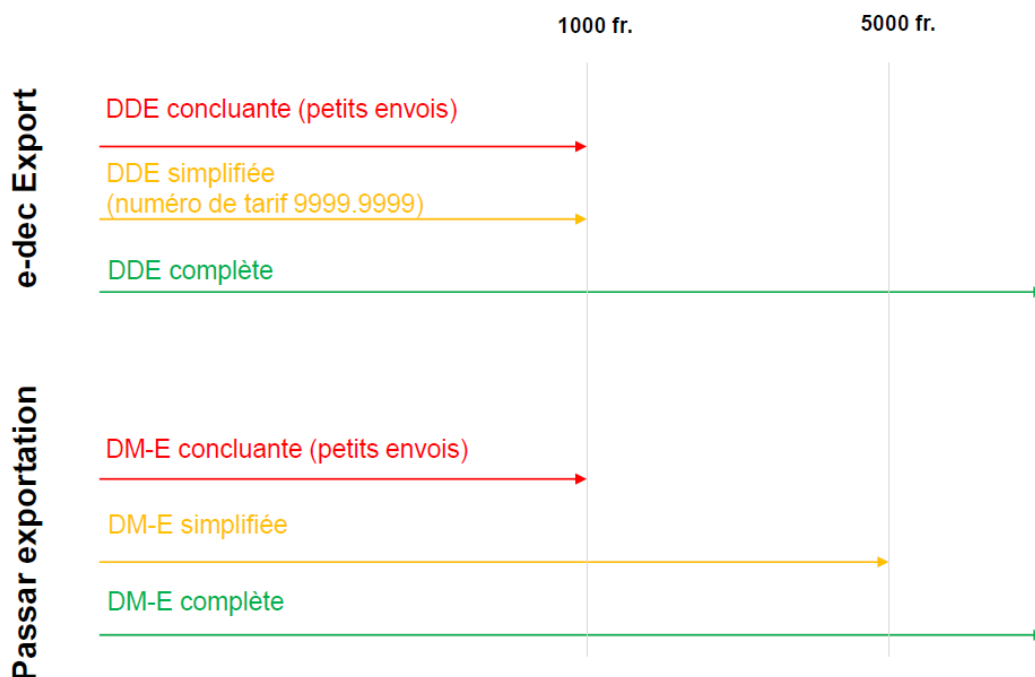
Envois ayant fait l'objet d'une déclaration en douane réduite au moyen d'e-dec easy : comme pour e-dec Import (voir chiffre 9.2).

Il n'y a pas de délai d'intervention pour les envois déclarés à l'importation avec le système informatique Passar.

2 Expéditeur agréé

2.1 Forme de la déclaration en douane d'exportation et de la déclaration des marchandises à l'exportation

L'Ea déclare toutes les marchandises au niveau local compétent. En fonction du genre d'envoi, il existe les genres suivants de déclarations en douane d'exportation dans le système informatique e-dec Export ou de déclarations des marchandises à l'exportation dans le système informatique Passar :



Les petits envois ne sont pas soumis à autorisation et ne sont soumis à aucun ALAD et si :

- la valeur statistique des marchandises est inférieure à 1000 francs et la masse nette est inférieure à 100 kg :
 - une déclaration **concluante**⁷, ou
 - une déclaration électronique **simplifiée** est autorisée avec le numéro de tarif 9999.9999 dans le système informatique e-dec Export ;

ou

- la valeur statistique des marchandises est inférieure à 5000 francs et la masse brute est inférieure à 5000 kg :

une déclaration électronique des marchandises **simplifiée** à l'exportation est **autorisée** dans le **système informatique Passar**.

L'Ea doit déclarer toutes les autres marchandises avec une déclaration en douane d'exportation complète dans le système informatique e-dec Export ou avec une déclaration complète des marchandises à l'exportation dans le système informatique Passar.

⁷ Comportement concluant = déclaration de la volonté ou expression de la volonté sans déclaration en douane ni déclaration des marchandises écrite.

2.1.1 Déclaration en douane d'exportation simplifiée / déclaration des marchandises à l'exportation simplifiée par déclaration concluante

L'Ea peut déclarer les marchandises avec une déclaration en douane d'exportation concluante ou une déclaration des marchandises à l'exportation concluante si la valeur statistique des marchandises est inférieure à 1000 francs, si la masse nette est inférieure à 100 kg et si les marchandises ne sont pas exclues de la déclaration simplifiée.

En cas de déclaration simplifiée par comportement concluant, la déclaration en douane d'exportation ou la déclaration des marchandises à l'exportation est effectuée à l'aide d'une autre forme de déclaration de la volonté ou d'expression de la volonté. Le comportement concluant ou la déclaration ou l'expression concluante de la volonté ont pour conséquence que les marchandises sont considérées comme déclarées et libérées si aucun contrôle n'a lieu.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation / de la déclaration des marchandises à l'exportation

Le moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation ou de la déclaration des marchandises à l'exportation est consigné dans le rapport de réception (par ex. : la déclaration en douane d'exportation ou la déclaration des marchandises à l'exportation est réputée acceptée lorsque l'envoi est replacé sur la bande transporteuse).

Libération des marchandises

Le moment de la libération des marchandises est consigné dans le rapport de réception (par ex. : les marchandises sont réputées libérées lorsque l'envoi atteint l'extrémité de la bande transporteuse).

2.1.2 Déclaration en douane d'exportation simplifiée avec le système informatique e-dec Export (9999.9999)

L'Ea peut transmettre la déclaration en douane d'exportation avec le système informatique e-dec Export et le numéro de tarif 9999.9999 si la valeur statistique des marchandises est inférieure à 1000 francs, si la masse nette est inférieure à 100 kg et si les marchandises ne sont pas exclues de la déclaration simplifiée.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation

La déclaration en douane électronique d'exportation est réputée acceptée lorsqu'elle a passé avec succès le contrôle sommaire du système informatique e-dec Export. Celui-ci ajoute à la déclaration en douane électronique d'exportation la date et l'heure d'acceptation. Le délai d'intervention commence à courir à ce moment-là.

Libération des marchandises

Pour les marchandises déclarées au moyen d'une déclaration en douane d'exportation simplifiée dans le système informatique e-dec Export, la libération a lieu en fonction du résultat de la sélection :

1. libre :
libération immédiate
2. bloqué sans vérification :
La libération a lieu à l'expiration du délai d'intervention
3. bloqué avec vérification :
La libération est effectuée par le personnel douanier à l'issue de la vérification

2.1.3 Déclaration simplifiée des marchandises à l'exportation avec le système informatique Passar exportation

L'Ea peut établir une déclaration simplifiée des marchandises à l'exportation dans le système informatique Passar si la valeur statistique des marchandises est inférieure à 5000 francs, si la masse brute est inférieure à 5000 kg et si les marchandises ne sont pas exclues de la déclaration simplifiée.

Moment de l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation

La déclaration électronique des marchandises à l'exportation est activée sur la base de l'annonce d'activation (NC123) de l'Ea. Le système informatique Passar ajoute la date, l'heure et le lieu d'activation une fois que la déclaration des marchandises à l'exportation a été activée. La déclaration des marchandises est ainsi considérée comme activée et est juridiquement contraignante.

Libération des marchandises

Sur la base de l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation, l'Ea reçoit une éventuelle décision de contrôle « contrôle : oui ». Si aucun contrôle n'est prévu, l'Ea reçoit la libération directe de la déclaration des marchandises à l'exportation.

2.1.4 Système informatique e-dec Export ou Passar exportation

Pour tous les autres envois, l'Ea doit transmettre une déclaration en douane d'exportation complète avec e-dec Export ou une déclaration complète des marchandises à l'exportation avec Passar.

Moment de l'acceptation de la déclaration en douane d'exportation et de l'activation de la déclaration des marchandises à l'exportation

La déclaration en douane électronique d'exportation est réputée acceptée lorsqu'elle a passé avec succès le contrôle sommaire du système informatique e-dec Export. Celui-ci ajoute à la déclaration en douane électronique d'exportation la date et l'heure d'acceptation.

La déclaration électronique des marchandises à l'exportation est activée sur la base de l'annonce d'activation (NC123) de l'Ea. Le système informatique Passar ajoute la date, l'heure et le lieu d'activation une fois que la déclaration des marchandises à l'exportation a été activée. La déclaration des marchandises est ainsi considérée comme activée et est juridiquement contraignante.

2.2 Obligation de conservation

Pour les envois qui ont été déclarés en tant que petits envois, l'Ea doit tenir les documents d'accompagnement à la disposition du niveau local compétent au moins jusqu'à la fin de la procédure douanière (libération des marchandises).

Pour les envois qui ont été déclarés avec une déclaration en douane d'exportation simplifiée ou avec une déclaration des marchandises simplifiée à l'exportation, l'Ea doit conserver les documents d'accompagnement conformément aux dispositions du [chiffre 8.2](#).

Annexe V : marche à suivre pour les marchandises soumises au contrôle des métaux précieux

Le Da doit annoncer au bureau de contrôle des métaux précieux les marchandises soumises au contrôle des métaux précieux si l'OFDF intervient à la suite de la déclaration en douane d'importation concernée ou ordonne un contrôle.

Le Da envoie les documents suivants par courriel au bureau de contrôle des métaux précieux compétent :

- formulaire de demande (mis à disposition par le bureau de contrôle des métaux précieux) ;
- déclaration en douane d'importation ;
- facture (uniquement les parties importantes pour le bureau de contrôle des métaux précieux).

Sur la base de la déclaration en douane d'importation présentée et des documents d'accompagnement, le niveau local compétent informe le Da de la tenue éventuelle d'un contrôle des métaux précieux.

Si un tel contrôle est prévu, le Da conduit l'envoi (selon les ordres reçus, il peut ne s'agir que d'un simple échantillon) accompagné de la déclaration en douane d'importation et des documents d'accompagnement au bureau de contrôle des métaux précieux.

Le Da est informé de la libération des marchandises par le niveau local compétent.

Il doit veiller à ce que les envois devant faire l'objet d'un contrôle des métaux précieux soient présentés au bureau de contrôle des métaux précieux et que seuls les envois de ce type qui sont explicitement libérés par l'OFDF soient enlevés.



Annexe VI : procédure pour les envois soumis à la régle des sels et assujettis au permis

À l'importation, les marchandises soumises à la régle des sels sont assujetties au permis (voir www.tares.ch / Remarques / Régle des sels)⁸.

En procédure Da, le Da décharge lui-même les envois soumis à la régle des sels sur le permis original.

Procédure :

- Le Da décharge⁹ la quantité de sel importée au verso du permis original et confirme l'inscription au moyen du timbre de l'entreprise, de la date et de la signature. Il n'est pas admis de procéder à la décharge sur une copie du permis.

Timbre à date du niveau local	Timbre à date du niveau local	Numéro de la décision de taxation	Poids net en kg de la marchandise soumise à la régle	Signature
		19CHEI00xxx	500	

- Le Da procède à la décharge à une date proche de celle de l'acceptation de la déclaration en douane d'importation (résultats de sélection « libre/avec » et « bloqué » : avant la présentation physique ou électronique de la déclaration en douane d'importation ; résultat de sélection « libre/sans » : dans un délai de 2 jours ouvrables).
- Le Da présente les documents au niveau local compétent conformément aux dispositions du [chiffre 6](#). Le Da ne doit présenter le permis déchargé que sur demande du niveau local compétent.
- Le Da assure qu'en cas de corrections de la déclaration en douane d'importation les modifications importantes soient également corrigées sur le permis original.
- La conservation des documents est régle au [chiffre 8.2](#).
- Le Da renvoie à l'office émetteur compétent les permis originaux complètement déchargés ainsi que les permis superflus ou échus.

Pour les importations en Suisse	Pour les importations dans la Principauté de Liechtenstein
Salines Suisses SA Schweizerhalle Rheinstrasse 52 Case postale 4133 Pratteln	Amt für Volkswirtschaft Postfach 684 9490 Vaduz

Le Da doit présenter, sur demande, les permis d'importation de sel originaux au niveau local compétent.

⁸ Voir la notice *Règles et procédures relatives à l'importation de sel en Suisse* des Salines Suisses du 3.2.2014.

⁹ Décharger = la quantité importée est déduite de la quantité autorisée.

Modifications

Date	Genre de modification	avec info¹⁰	sans
17.3.2024	DaziT ; transition vers Passar 1.0	X	
19.3.2024	Précision du chiffre 2.4.4 Office de service compétent		X
20.3.2024	Précision : Marchandises sans propriétaire = Marchandises excédentaires		X
1.5.2024	En relation avec la suppression du TC simplifié : adaptation du chiffre 5.2.3.2		X
1.11.2024	Adaptation du chiffre 3.2 (renonciation à l'indication du numéro de dossier Ea) et du chiffre 5.1.1.1 n° 8 (Chartera Input pas encore mis en œuvre) et n° 9 (renonciation à la libération partielle des marchandises)		X
1.4.2025	Modifications rédactionnelles au ch. 5.1.1.1, n°s 3, 5, 6, 7 et 8		X
1.2.2026	Dazit ; passage à Passar 2.0		X

¹⁰ Les titulaires d'une autorisation sont informés de la modification de façon active.